CRITEO

Société Anonyme 31 rue Blanche 75009 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

RBB 133 bis rue de l'Université 75007 Paris

Deloitte & Associés 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CRITEO

Société Anonyme 31 rue Blanche 75009 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CRITEO, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : les paragraphes « Recours à des estimations » et « Impôts » de la note 3 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés mentionnent les jugements et estimations significatifs retenus par la Direction, ainsi que les modalités d'évaluation et de comptabilisation du crédit impôt recherche (note 6 de l'annexe) et des impôts différés actifs (note 10 de l'annexe).

Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et jugements, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations et jugements par la Direction, à revoir par sondages les calculs effectués par la Société et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la Société.

Comme indiqué dans ces notes de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses, les réalisations étant susceptibles de différer de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 5 mars 2014 Les Commissaires aux comptes

RBB

Deloitte & Associés

Jean-Baptiste BONNEFOUX

Fabien BROVEDANI



Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013

ETAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET

(En milliers d'€)	Notes	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Chiffre d'affaires	5	143 562	271 855	443 960
Coût d'achat des impressions	6	(79 060)	(157 707)	(264 952)
Autres coûts des ventes	6	(5 690)	(12 662)	(21 956)
Marge brute		58 812	101 486	157 052
Frais de redherche et développement	6/7	(8786)	(14.285)	(32 175)
Frais marketing et commerciaux	6/7	(30 830)	(58 047)	(82 816)
Frais généraux et administratifs	6/7	(9309)	(20 208)	(31.387)
Résultat opérationnel		9 887	8 946	10 674
Résultat financier	9	628	(1 559)	(6:868)
Résultat avant impôts		10515	7 387	3 806
Impôts sur les résultats	10	(4391)	(6:556)	(2413)
Résultat Net	AV BU	5 124	831	1 393
- Attribuable aux actionnaires de Criteo SA		6 124	981	1 065
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	(150)	328
Résultat paraction en €	19	0,140	0,022	0,022
Résultat dilué par action en €	19	0,129	0,020	0,019

ETAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Résultatmet	6 124	831	1 393
arts de conversion, nets d'impôts - Ecarts de conversion - Effet de l'impôt	(262)	383	1 317
- Ecarts de conversion	(262)	383	1 317
- Effet de l'impôt	- 2		-
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, mets d'impôts	-	(255)	(40)
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	*	(300)	(47)
- Effet de l'impôt		45	7
Instruments financiers, nets d'impôts	22	-	(83)
-Variation de juste valeur des instruments financiers	-		(98)
- Effet de l'impôt		-	15
Résultat global	5.862	959	2 587
- Attribuable aux actionnaires de Griteo	5862	1 074	2 254
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	(115)	333

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers d'€)	Notes	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Goodwill	12	2011	2012	4 191
Immobilisations incorporelles	13	300	721	6 624
Immobilisations corporelles	14	5 847	14 566	24 716
Actifs filmanciers non courants	15	916	6924	7 627
Impôts différés actifs	10	1 238	1 026	4 486
TOTAL DEL'ACTIFINON COURANT		8.301	23 237	47 644
Clients et comptes rattadhés	16	33.423	60 685	87 643
Créances d'impôts sur les résultats	10	18	1 865	8 014
Autres oréances d'exploitation	17	5 850	8 080	1.3 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	116 382	43 262	234 343
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		55 673	113 893	343 466
TOTAL DE L'ACTIF		63 974	137 130	391 110
(En miliers d'€)	Notes	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Capital Capital	19	358	1 178	1 421
Primes		17 262	46 542	241 468
Réserve de Conversion	7 - 11 - 1	(317)	72	1 384
Réserves		2 369	11 913	19 523
Résultat de l'exercice		6 124	981	1 065
Capitaux propres - part du groupe		25 806	60 686	264861
Participations ne donnant pas le contrôle			(245)	213
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		25 806	60 441	265 074
Dettes financières - non courantes	22		4 181	6 119
Avantages du personnel	21	165	582	925
Impôts différés passif			15	303
TOTAL DU PASSIF NON-COURANT		165	4 778	7 347
Dettes financières - courantes	22	877	2 072	5 197
Provisions		691	755	830
Fournisseurs et comptes rattachés		22 260	50 340	75 889
Dettes d'impôts sur les résultats		3 928	3 203	1 549
Autres dettes d'exploitation	24	10 247	15 541	35 224
TOTAL DU PASSIF COURANT		38 003	71 911	118 689
TOTAL DU PASSIF	1000	63 974	137 130	391 110

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'€)	Notes	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Résultat net		6124	831	1 393
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou nonliés à l'activité		9148	15 920	21 558
- Amortissements et provisions		3360	5 7/51	12 195
-Paiements fondés sur des actions		1 395	3 956	6 876
- Plus ou moins value sur cessions d'immobilisations		((2)	31	45
- Intérêts relatifs à des opérations de financement		-	19	9
- Eléments du résultat financier non décaissés		4	28	20
- Variation des impôts différés		(157)	219	(3 697)
- Impôts sur les bénéfices de l'exercice		4548	6336	6 110
Variation du besoin en fond de roulement		(5 541)	3 427	12 965
- Olients et comptes rattachés		(17 862)	(29 041)	(31 433)
- Fournisseurs et comptes rattachés		10 418	30304	33 704
- Autres créances d'exploitation		(1.257)	(2616)	(5 560)
- Autres dettes d'exploitation		3 160	4780	15 254
Impôts sur les sociétés décaissés		(2 764)	(8 366)	(11 211)
FLUXINET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		6 9 6 7	11 812	24 705
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(6 400)	(13 584)	(22 003)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		9	11	90
Variation des actifs financiers non courants		(125)	(6037)	(6 220)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(6 525)	(19 610)	(28 133)
Emissions d'empunts		-	6 100	8 000
Remboursements d'empunts		(230)	(436)	(3 450)
Intérêts relatifs à des opérations de financement			(19)	(9)
Augmentations de capital		471	30 081	192 175
Variation des autres dettes financières		2	177	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		241	35 903	196 716
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		683	28 105	193 288
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	18	15 187	15 685	43 262
Incidences des éléments non monétaires et de la variation des cours des devis	ses	(185)	(528)	(2 208)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	18	15 685	43 262	234 342

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'€)	Capital	Primes	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Résultat	Capitaux propres - part groupe	intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Solde au 1er Janvier 2011	360	16 799	(65)	(3.733)	4714	18081		18081
Résultat (perte) net(te)	•	1	al:	4	6 124	6 124	ч	6 124
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt		•	(262)	4	1	(262)	zβ	(262)
Total des autres éléments du résultat global		74	(262)		6 124	5862	a	5 862
Affectation du resultat de l'exercice précédent	4	4	10	4714	(4 714)		п	11
Augmentation de capital	00	463	-6.		Ē	471	a	471
Paiements fondés sur des actions			1.	1395	ű	1395	1	1 395
Solde au 31 décembre 2011	368	17 262	(317)	2 369	6 124	25 806	31	25 806
Résultat (perte) net(te)	d	п	10	и	981	981	(150)	831
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	10	6	348	(255)	Ť.	93	35	128
Total des autres éléments du résultat global			348	(255)	981	1.074	(315)	959
Affectation du resultat de l'exercice précédent	M	1		6 124	(6 124)		11	31
Augmentation de capital	810	29 271	я	1		30 081	а	30 081
Palements fondés sur des actions	4	7	81	3 485	1	3 485	72	3 557
Variation de périmètre			41	199		240	(202)	300
Autres	*	9	0	(6)	1		и	
Solde au 31 décembre 2012	11.178	46 542	72	11.913	186	989 09	(245)	60 441
Résultat (perte) net(te)		1	1	1	1.065	£ 065	328	1 393
Autres éléments du résultat global, net d'Impôt	i a	10	1312	(123)	1	1189	'n	1194
Total des autres éléments du résultat global	•		1312	(123)	1.065	2 254	(C)	2 587
Affectation du resultat de l'exercice précédent		•	Ε	981	(984)	18	1	
Augmentation de capital	243	194 926		1	93	195 169	9	195 169
Paiements fondés sur des actions	Ħ		31	6 750	đ	6 750	125	6875
Autres		3		2	.0	er en	И	(E)
Solde au 31 décembre 2013	1,421	241,468	1.384	19 523	1 065	264 861	213	265 074

Dans le cadre de l'affectation du résultat net, une partie du résultat net peut être affectée en réserves consolidées. Il n'y a pas de politique de transfert régulier. Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Oriteo S.A. est une entreprise technologique permettant aux annonceurs d'optimiser leurs données afin d'attirer et de convertir les prospects en clients.

Oriteo utilise des algorithmes prédictifs internes qui, associés à la connaissance de l'intention et des habitudes d'achat de l'utilisateur, lui penmettent d'afficher des bannières publicitaires personnalisées de façon pertinente. Celles-ci sont délivrées et valorisées en temps réel.

Dans les motes qui suivent « Société-mère» fait référence à Criteo S.A. à titre individuel, tandis que « Groupe » réfère collectivement à Criteo S.A. et l'ensemble de ses filiales.

Note 1 – Faits marquants et évènements significatifs

Changements sur le capital

Regroupements d'actions

Le 2 août 2013, l'Assemblée générale à caractère mixte des actionnaires a décidé de regrouper les actions de la Société à raison de 5 actions anciennes pour 2 actions nouvelles et d'attribuer en conséquence à chaque actionnaire 2 actions d'une valeur nominale de 0,025 euro pour 5 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro anciennement détenues. Le regroupement est effectif depuis le 20 août 2013, à l'issue du délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement publié par la Société au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO).

L'ensemble des informations relatives aux options de souscription d'actions, BSPCE et bons de souscription d'actions incluant la valeur nominale, les justes valeurs, les prix d'exercice, le nombre d'actions ordinaires et de préférence ainsi que le résultat par action ont été retraitées afin de refléter l'effet du regroupement d'actions sur l'ensemble des périodes présentées.

Augmentation de capital – Introduction en Bourse sur le Nasdag

Le 29 octobre 2013, conformément à la délégation donnée par l'Assemblée générale à caractère mixte des actionnaires le 2 août 2013, le Conseil d'administration a constaté l'augmentation de capital consécutive à l'introduction en Bourse sur le Nasdaq. Le 3 novembre 2013, le Conseil d'administration a constaté une augmentation de capital complémentaire suite à l'exercice de l'option de sur-allocation des underwriters. Le montant net perçu par le Groupe est de 269 millions de dollars (197 millions d'euros)(note 19).

Considérant l'exposition de ce montant reçu aux fluctuations du taux de change \$/€, le Groupe a évalué les charges et investissements futurs libellés en dollars sur un horizon d'un an et a mis en place une stratégie de couverture tel qu'indiqué en note 4.

Changements dans le périmètre de consolidation

AD-X Tracking

Le 11 juillet 2013, le Groupe a acquis 100% des capitaux propres de la société ADX, qui penmet aux annonceurs et aux agences de suivre, mesurer et analyser la performance des campagnes publicitaires dans les applications mobiles. Ce regroupement d'entreprises est comptabilisé selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IPRS 3 Regroupement d'entreprises (« IPRS 3 »). La détermination des actifs et passifs acquis à la juste valeur a été réalisée et l'impact de l'opération est comptabilisé dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2013. Le Goodwill de 4,2 millions d'euros (voir note 12) correspond principalement aux synergies et économies d'échelle attendues du regroupement des opérations de AD-X et de Criteo.

Création de Criteo Advertising (Beijing) Co.Ltd et de Criteo Singapour Pte.Ltd

Ces filiales sont détenues et comtrôlées à 100% par le Groupe et sont inclues dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2013.

Note 2 – Informations générales et déclaration de conformité

Informations générales

Les états financiers consolidés et motes annexes présentent les opérations de Criteo SA et de ses filiales. Criteo SA, Société-mère et siège social du Groupe, est une Société Anonyme, dont le siège social est domicilié au 32, rue Blanche, 75009 Pariis.

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 ont été arrêtés le 4 mars 2014 par le Conseil d'Administration de Criteo SA et, conformément à la loi française, seront considérés comme définitifs lorsqu'ils seront approuvés par ses actionnaires lors de l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 18 juin 2014.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

La date de clôture des comptes consolidés est fixée au 31 décembre de chaque année. Les comptes individuels inclus dans les comptes consolidés sont établis à la date de clôture des comptes consolidés, soit le 31 décembre, et couvrent la même période de douze mois.

Déclaration de conformité

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

En application du règlement 1606/2002 adopté le 19 Juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne diffère sur certains aspects du référentiel IFRS publié par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières pour les périodes présentées n'auraient pas été substantiellement différentes s'il avait appliqué le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Commitée) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal market/accounting/ias/index fr.htm.

Les monmes et amendements ci-dessous ont été adoptés par le Groupe à partir du 1er janvier 2013 mais m'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013:

- IFRS 10 Etats financiers consolidés : cette nonme identifie le contrôle comme la seule base pour la consolidation de toute entité : un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient su celle-ci.
- IFRS 11 Partenariots: cette morme définit les partenariats comme une activité conjointe comptabilisée selon méthode de l'intégration proportionnelle ou une coentreprise comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités: cette norme intègre, dans une seule norme, les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées.
- IFRS 13 Evaluation à la juste valeur: cette nonme définit la juste valeur, intègre un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.
- Amendements IAS 1 Présentation des états financiers: Ces amendements exigent des soustotaux distincts des éléments composant les « autres éléments du résultat global » qui sont appelés à un reclassement ultérieur dans la section « résultat net » de l'état des résultats et de ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net et que les impôts relatifs aux éléments présentés avant impôts soient présentés de manière séparée pour chacun des deux groupes d'éléments composant l'OCI.

Les normes et amendements récemment publiés ci-dessous peuvent être pertinents pour les opérations réalisées par le Groupe mais ne sont pas applicables au 1er janvier 2013. La Direction n'a pas finalisé l'analyse et n'est donc pas en mesure de déterminer l'impact de leur application dans les comptes consolidés du Groupe:

- IFRS 9 Instruments financiers: cette norme portant exclusivement sur la classification et l'évaluation des actifs financiers et visant à remplacer IAS 39 "Instruments financiers: comptabilisation et évaluation".
- IFRIC 21 Taxes prélevées par une autorité publique: l'interprétation s'applique aux taxes dues par une entité à une autorité publique en application de la législation et qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37. L'interprétation clarifie la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autres que l'impôt sur le résultat.

Les principes et méthodes comptables adoptés pour les états financiers consolidés 2013 sont identiques à celles utilisées pour les états financiers consolidés 2012.

Note 3 – Princ pes et et odes comptables

Bases d'é li ara er

Les états financiers comulid mont de la trons et selon la marchode du coût hourigue de la contra companie de la selon la marchode du coût hourigue de la contra companie de la selon la marchode du coût hourigue de la contra companie de la selon la marchode du coût hourigue de la contra companie de la selon la marchode du coût hourigue de la contra con

Les principa mén com bles nt n Hap

Méthode 1

Le Groupe : le commule le mble de ses filia es qui nt rin que insoldées intégration : obale : le beau d'ap print, à a fin de chaque ero ce et un toutes les entités inclines de soldes es dans le périmetre de le le lonne : l'ations sur int :

- Pays d'imma "culation,
- Pourcen ge de droi de vo et d'inte

_	Ру	31 Décen	1bre 2011	31.Décen	ibre 2012	31 Dece	re 2013	thode d
_		u n de contrôl	Pourcen d ntérê	Pourcentag de contrôl	Pourcentag d'intére	Pource tag e contrôl	P rcentag d rê	
Sociéte françaises								
Criteo SA	France					100%		Soc eté Were
Criteo France SAS	France							ntégration G oba e
Societé étrangeret								
Criteo Ltd	u e Un							ntegration G obale
Criteo Corp	Un s						100%	ntegration G obale
Criteo GmbH	A emagne							nte ion Glob le
Criteo KK	а			66%	56%	65%	56 %	ntegration G obale
Criteo Do Brasil	Brés				100%	##1L		ntégration Globale
Criteo BV 8	Pa s Bas						100%	nté tion Globale
Criteo Pty Criteo Sri	Austra e					FF14	100%	ntégration G ob le
GITTED SIT	ta e					##*s	100%	Inte ion Globale
Criteo Advertising Be n Co.Ltd	Ch ne						00%	Inte ion G obale
Criteo Singapore Pte Ltd	Singapour						100%	Intégra ion G obale
Ad-X Ltd	R aume-Un					FF14		Inté tion G obale

Monnaie fon ionnelle et conversion des éta financiers en devise étrangère

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, qui est également la monnaie fonct o nelle de la Société-mère. L'état de la s'tuation financière des entités consolidées ayant une monnaie fonctionnelle différente de 'euro sont convertis en euros au taux de change de cloture (cours en vigueur à la fin de chaque période) tandis que leur état du résultat net, autres éléments du resultat global ainsi que leu tableau des flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen pour la période. Les écarts de change, le cas échéant sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés dans les capitaux propres sous la rubrique « Réserve de conversion » (et attribués aux participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant).

Conversion des transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. À la fiin de chaque période, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date.

Les gains et pertes de change qui en résultent sont comptabilisés en « autres produits et changes financiers » et inclus dans la rubrique « résultat financier » de l'état consolidé du résultat met, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires qui constituent une part de l'investissement met de l'entité dans une activité à l'étranger qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ; ils seront reclassés des capitaux propres au résultat net lors de la sortie de l'investissement met.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition pour obtenir le contrôle d'une entité correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis, incluant la juste valeur de tout actif ou passif relatif à des paiements différés conditionnels.

Les coûts directement imputables au regroupement sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

Les actifs identifiables acquis et les passifs encourus sont déterminés dans le cadre des regroupements d'entreprises, indépendamment du fait qu'ils n'aient pas été reconnus dans les états financiers de la société acquise avant la date du regroupement. Les actifs transférrés et les passifs encourus sont généralement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le Goodwill est déterminé après identification des actifs incorporels identifiables. Il correspond à l'excédent entre le prix d'acquisition et la somme des intérêts minoritaires dans l'acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et passifs encours, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dansles actifs identifiables acquis et les passifs encours et assumés de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprisesne peut être déterminé que provisoirement, l'ajustement des valeurs d'actif et de passifest effectué dans les 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3.

L'impact des plus ou moins values et des dotations ou reprises de provisions constatées après l'expiration du délai d'affectation par rapport aux valeurs attribuées aux actis acquis et passifs encourus lors de la première consolidation est constaté de manière prospective, en résultat de l'exercice du changement et des exercices ultérieurs, sans ajustement du Goodwill, sauf en cas d'une correction d'erreur selon IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.

Immobilisations incorporelles (hors Goodwill)

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles acquises se composent principalement de logiciels amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre un an et cinq ans. Les immobilisations incorporelles sont revues dès lors qu'un évènement ou un changement de contexte comme (non limitatif) une chute significative du chiffire d'affaires, des résultats ou des flux de trésorerie ou encore une évolution négative du contexte dans lequel se déroule l'activité indique qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur.

Dans le cadre de la mise en place de logiciels spécifiquement adaptés aux besoins de l'entreprise les dépenses relatives à leur phase de développement sont capitalisées. Les dépenses capitalisées au niveau du Groupe comprennent notamment les coûts liés à l'implémentation de la solution SAP: coût des licences, coûts relatifs au développement des différents modules et interfaces et enfin coûts liés aux tests et à la recette de la solution. La capitalisation de ces coûts démanre une fois la phase préliminaire de conception terminée, et s'achève lorsque la solution est prête à être mise en service. Pour identifier les différentes phases du projet, des analyses ont été menées afin notamment de mesurer la faisabilité technique, la disponibilité des ressources, l'intention d'exploiter la solution et les avantages économiques futurs qui pourront en être retirés. A compter de la mise en service de la solution, les dépenses capitalisées sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée entre 3 et 5 ans. Les autres coûts encourus avant et après l'implémentation ont été comptabilisés en charges dans l'état consolidé du résultat net.

Tous les autres coûts de développement, principalement des coûts de personnel, sont comptabilisés en charges, la Direction du Groupe considérant que la faisabilité technique n'est atteinte que peu de temps avant la commercialisation des services. En conséquence, les coûts de développement encourus entre l'établissement de la faisabilité technique et la commercialisation des services n'étant pas significatifs ils sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, comme indiqué ci-dessous :

Les agencements sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du bail si cette dernière est plus courte.

Le profit (ou la perte) résultant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles correspond à la différence entre le prix de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé. Les valeurs résiduelles ainsi que les durées d'utilité sont révisées et, le cas échéant ajustées, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Dépréciation d'actifs

Goodwill, actifs incorporels et corporels

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, dès lors qu'un évènement ou un changement dans les conditions de marché présente un risque de perte de valeur pour une immobilisation incorporelle ou corporelle, sa valeur comptable est revue afin de s'assurer qu' elle reste inférieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est mesurée en actualisant les flux de trésorerie futurs devant être générés par l'utilisation continue de l'actif et par sa sortie in fine. Le Goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur correspondant à la différence entre ces deux valeurs est immédiatement comptabilisée en résultat met.

Une perte de valeur comptabilisée pour une immobilisation corporelle ou incorporelle ayant une durée d'utilité déterminée peut être reprise si la valeur recouvrable devient à nouveau supérieure à la valeur comptable. La reprise ne peut toutefois excéder la perte de valeur comptabilisée initialement.

Contrats de location

Les actifs acquis en location-financement sont immobilisés lorsque le contrat de location transfère au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien. Les principaux critères utilisés pour apprécier si le contrat doit être classé en contrat de location-financement ou en contrat de location simple, sont les suivants :

- le rapport entre la durée de location et la durée d'utilité de l'actif;
- le rapport entre le total des loyers futurs et la juste valeur de l'actif financé;
- l'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat;
- l'existence d'une option d'achat favorable au preneur ; et
- le type d'actif loué.

Actifs et Passifs financiers, hors instruments financiers dérivés

Les actifs financiers, à l'exclusion de la trésorerie, sont constitués de prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, excepté les actifs dont l'échéance expire plus de douze mois après la date de clôture. Les prêts sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur recouvrable des prêts et créances est examinée dès lors qu'il existe une quelconque indication que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur, et au moins à chaque clôture. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement reconnue dans l'état consolidé du résultat net.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances dients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation ou une perte sur créance inrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement des créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiements octroyées. Une échéance est considérée comme dépassée lorsqu'à la date fixée contractuellement le paiement n'a toujours pas été effectué.

Les résultats futurs du Groupe pourraient être grevés si la solvabilité de ses clients venait à se détériorer ou encore si les défauts de paiement réels s'avéraient supérieurs aux estimations. Les dépréciations de créances clients sont incluses dans le poste « Frais marketing et commerciaux » de l'état consolidé du résultat net. Le Groupe me demande généralement pas de garantie particulière à ses clients en vue de limiter son risque de crédit.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés (options d'achat et de vente, achats et ventes à terme) afin de gérer et réduire son exposition aux risques de fluctuations des cours de change. Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan. Selon IAS 39, la mise en place d'une comptabilité de couverture requiert de démontrer et de documenter l'efficacité de la relation de la couverture dès sa mise en place et tout au long de sa vie.

L'efficacité de la couverture se vérifie sur un plan comptable par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans un intervalle de 80%-125%.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture en actifs ou passifs financiers courants.

Les variations de valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées ainsi :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de valeur sont enregistrées en capitaux propres pour leur part efficace; la partie inefficace est enregistrée au compte de résultat.
- Pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur ou non documentés, les variations de valeur sont enregistrées au compte de résultat.

La valeur de marché est issue de cotations communiquées par un prestataire externe.

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en 3 catégories selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur calculée à partir de cours/prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2: juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables tels que des prix d'actifs ou de passifs similaires ou des paramètres cotés sur un marché actif;
- Niveau 3 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des données non observables telles que des prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires. Les équivalents de trésorerie incluent les placements à court-tenme très liquides et qui présentent un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Les comptes à terme répondent ainsi à la définition des équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont constatées dans l'état consolidé du résultat met.

Avantages du personnel

Selon la llégislation et les pratiques en vigueur dans les pays où la Société exerce son activité, les salariés peuvent percevoir des indemnités au moment de leur départ en retraite ou encore des pensions postérieurement à leur départ. Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles deviennent exigibles, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Conformément à la norme IAS 19, l'obligation du Groupe au titre des régimes à prestations définies est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. L'obligation finale est ensuite actualisée.

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de l'obligation sont :

- le taux d'actualisation;
- le taux d'inflation;
- le taux attendu(s) d'augmentation des salaires ; et
- le taux de rotation du personnel.

Les coûts des services sont comptabilisés en résultat net et alloués par fonction.

Les coûts financiers sont comptabilisés en résultat net et sont inclus dans la rubrique « Résultat financier » de l'état consolidé du résultat net.

A compter du 1^{er} janvier 2012, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels proviennent des changements d'hypothèses actuarielles ou des ajustements liés à l'expérience (les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit).

Le Groupe considère que la comptabilisation de ses écarts actuariels en autres éléments du résultat global permet de limiter les effets de la volatilité dans l'état consolidé du résultat net, et donne ainsi une information plus pertinente. Ce changement de méthode n'ayant pas d'impact significatif sur les exercices antérieurs, ils n'ont pas été retraités.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 — Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, le Groupe comptabilise des provisions uniquement si les trois conditions suivantes sont remplies : une entité a une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers un tiers résultant d'un événement passé ; il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation; et le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

La détermination de l'exposition au risque, la comptabilisation et l'évaluation des provisions concernant les litiges et contentieux en cours font appel à une part importante de jugement et d'estimations. Ces jugements et estimations sont par mature sujets au changement notamment si de nouvelles informations ou de nouveaux éléments d'appréciation devenaient disponibles.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe commercialise des services publicitaires en ligne directement auprès de ses clients ou auprès d'agences publicitaires. Les services publicitaires commercialisés consistent en l'affichage de bannières personnalisées au niveau d'un produit. Le chiffre d'affaires est généré dès lors qu'un utilisateur clique sur une bannière. Les campagnes publicitaires sont valorisées selon le modèle du coût par click (« CPC »), basé sur le nombre de clicks générés par les utilisateurs sur chaque bannière publicitaire. Le chiffre d'affaires est reconnu lorsque les services sont rendus conformémment aux termes spécifiques des contrats, qui sont généralement établis avec des CPCs et des budgets de campagne publicitaires déterminés. Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les quatres critères suivants sont réunis : (1) existence d'une preuve évidente d'un accord avec le client ; (2) les services ont été rendus ; (3) le montant des services est déterminé ou déterminable ; (4) le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré. La recouvrabilitié des créances est évaluée en fonction de l'analyse de certains critères, comme notamment la solvabilité du client, la taille et l'historique des transactions sur son site Web. Les montants facturés ou encaissés au-delà du montant de chiffres d'affaires reconnu sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Le chiffre d'affaires est reconnu sur la période durant laquelle les bannières publicitaires sont affichées. Plus précisément, dans le cadre des campagnes publicitaires au CPC, (1) le chiffre d'affaires est reconnu à travers la solution technique lorsque l'utilisateur clique sur une des bannières personnalisées (2) les ventes sont évaluées à la juste valeur des montants reçus (3) les remises et rabais attribués aux clients sont déduits du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires inclut également des revenus publicitaires valorisés sur la base d'un coût pour mille impressions (« CPM ») ou d'un coût par acquisition (« CPA »), ou encore sur la base d'un prix fixe lorsqu'il s'agit d'une offre de publicité packagée sur un site client. Le chiffre d'affaires valorisé au CPM est fonction des impressions vendues, alors que le chiffre d'affaires au CPA est appréhendé lorsque que l'utilisateur final achète un article sur le site web de l'annonceur. Les revenus provenant des offres de publicité packagée sont reconnus mensuellement sur une base forfaitaire.

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe intervient en tant qu'intermédiaire dans ses transactions avec les tiers. Afin de déterminer si le chiffre d'affaires doit être présenté sur une base « brute » ou « nette », les principes comptables relatifs aux notions d'agent et de principal sont appliqués. La détermination du rôle d'agent ou de principal fait appel au jugement et se fonde sur une analyse des termes et conditions de chaque contrat. Le Groupe est le débiteur principal et responsable (1) de l'identification et de la contractualisation avec des clients tiers, (2) de l'établissement des prix de vente des bannières publicitaires, (3) de toutes les actions de facturation et de recouvrement, et supporte le risque de crédit associé et (4) porte par ailleurs l'entière responsabilité du service de publicité. Considérant les facteurs ci-dessus et bien que non déterminants pris individuellement, le groupe agit en tant que principal dans le cadre de ces contrats et par conséquent, présente son chiffre d'affaires et les coûts encourus dans le cadre de ces transactions sur une base brute.

Coût des ventes

Le coût des ventes est composé du coût d'adhat des impressions et des autres coûts des ventes.

Coût d'achat des impressions. Il s'agit principalement des achats d'impressions effectués auprès des éditeurs sur une base CPM. Les achats d'impressions se font directement auprès des éditeurs ou auprès d'intermédiaires comme les sociétés d'Ad-exchanges. Les coûts d'achat des impressions sont reconnus en coût des ventes, pour chaque éditeur, dès que les impressions sont délivrées. Les dettes relatives aux éditeurs sont comprises dans la rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés" de l'état consolidé de la situation financière.

Dans le cadre des contrats conclus avec ses éditeurs, le Groupe s'engage à adheter un volume déterminé d'impressions sous réserve de l'atteinte d'un CTR prédéterminé. Dans le cas où l'éditeur ne parviendrait pas à délivrer le volume d'impressions fixé, le Groupe est libre de mettre fin au contrat ou de réduire son engagement d'achat d'impressions en conséquence.

Autres coûts des ventes. Les autres ooûts des ventes sont constitués des coûts d'hébergement, de la location et de l'amortissement des datacenters ainsi que du coût d'acquisition de données achetées auprès de tiers.

Accords de paiement fondé sur des actions

Les actions gratuites, options de souscription d'action et les bons de souscription d'action sont exclusivement attribuées aux employés ou aux administrateurs du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, ces attributions d'instruments de capitaux propres sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée à partir du modèle d'évaluation le plus approprié en fonction des caractéristiques de chaque plan.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution est comptabilisée en charges de personnel (et allouée par fonction dans l'état consolidé du résultat net) en mode linéaire sur chacun des jalons composant la période d'acquisition des droits, avec en contrepartie, une augmentation correspondante dans les capitaux propres.

A chaque date de clôture, le Groupe réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, l'impact d'une révision de l'estimation est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Impôts sur le résultat

Le Groupe a choisi de comptabiliser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« C.V.A.E ») en « impôts sur les résultats », conformément à la monme IAS 12 — Impôts sur les bénéfices.

Le Orédit d'Impôt Recherche (« OIR ») est une incitation fiscale firançaise destinée à renforcer les investissements en matière de recherche et développement (« R&D »). Le OIR est généralement déduit de l'impôt sur le résultat à payer, et le cas échéant, la fraction qui n'a pu être imputée à l'issue de trois exercices fiscaux est remboursée. Le OIR est calculé sur la base du volume de dépenses de R&D éligibles et déclarées. En conséquence, le crédit d'Impôt Recherche est présenté en déduction des « Frais de recherche et développement » de l'état consolidé du résultat net. Seules les dépenses de R&D effectuées en France ont été retenues dans le volume de dépenses déclarées au titre du OIR.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes, ainsi que sur les pertes fiscales. Les différences sont temporaires lorsqu'il est prévu qu'elles s'inversent dans un futur proche. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement dans la mesure où le Groupe estime, au regard des résultats fiscaux prévisionnels attendus sur les trois prochains exercices, qu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, pour y imputer ces différences temporaires déductibles et pertes fiscales reportables.

La détermination des actifs d'impôt différé implique une part importante de jugement et le recours à des estimations de la part de la Direction ; si les résultats fiscaux futurs s'avéraient être sensiblement différents de ceux ayant servis de base à la comptabilisation des actifs d'impôt différé, le montant de ces derniers devra être révisé en conséquence (à la hausse ou à la baisse), entrainant potentiellement un impact significatif sur le résultat net du Groupe.

Conformément à la norme IAS 12 — Impôts sur les bénéfices, les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Le montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale inclue dans le périmètre de consolidation.

Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits et services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Le principal décideur opérationnel est le président-directeur général (« PDG ») du Groupe. Chaque mois, le PDG examine les données consolidées du chiffre d'affaires, du chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), et de l'EBITDA ajusté (résultat avant impôts, résultat financier, amortissements, paiements fondés sur des actions, coût des services des régimes à prestations définies et les paiements différés dans le cadre des regroupements d'entreprises) afin de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluer la performance financière.

Le Groupe a conclu de ce qui précède que ses opérations constituent un seul et unique secteur opérationnel.

Recours à des estimations

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS. Leur établissement exige que la Direction exerce son jugement, qu'elle ait recours à des estimations et fonmule des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres oritères considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées.

Les principaux domaines exigeant de la Direction qu'elle exerce son jugement et procède à des estimations concernent (i) la reconnaissance du chiffre d'affaires, et en particulier, apprécier sa présentation en base brute ou nette (ii) l'évaluation de la valeur recouvrable des créances et la reconnaissance de perte de valeur (iii) la comptabilisation d'actifs d'impôt différé (iv) l'évaluation et la comptabilisation des immobilisations incorporelles et en particulier la capitalisation des coûts relatifs à l'implémentation de la solution SAP (v) la comptabilisation de provisions concernant les litiges et plaintes en cours, (vi) la reconnaissance d'actifs incorporels et de Goodwill dans le cadre de regroupements d'entreprises et (vii) l'évaluation des paiements fondés sur des actions. Les règles et méthodes comptables relatives à ces principales sources d'estimations sont décrites dans d'autres paragraphes de cette note.

Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33 — Résultat par action, le résultat de base par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé sur la base des mouvements observés au niveau du capital social.

Par ailleurs, le résultat dilué par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré de toutes les actions potentiellement dilutives non encore émises.

Note 4 – Gestion des risques financiers

Risque de crédit

L'exposition maximale au nisque de orédit à la fiin de chaque exercice est représentée par la valeur comptable des actifs financiers et résumée dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Actifs financiers non courants	9116	6924	7 627
Clients et comptes rattadhés	33 423	60 685	87 643
Autres créances d'exploitation	5 850	8 080	13-466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 382	43 262	234 343
Total	56 571	118 951	343 079

Créances clients

Un risque de crédit existe si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus, alors une perte éventuelle peut survenir. Le Groupe a mis en place un suivi permanent du risque-crédit de ses clients. Lorsqu'une exposition possible au risque est identifiée, le Groupe exige de ses clients le versement d'acomptes.

Pour chaque exercice présenté, la balance âgée des créances clients et les provisions pour dépréciation de créances se présentent comme suit :

(En milliers d'€)	1	31 Decemb	ore 2011			31 Décemi	bre 2012		1	31 Décem	bre 2013	
Maria Carlo Maria	Valeurbrute	%	Provision	%	Valeur brute	%	Provision	96	Valeor brute	%	Provision	%
Non échues	22 471	66,9%		-	34 190	55,4%	140	-	63 439	70,9%		
Echues entre Det 30 jours	9 050	26,9%	-	-	21 382	34,7%	(3)	0,3%	19 654	22,0%	(12)	0,7%
Edhues entre 31 et 60 jours	1 180	3,5%	-		3 128	5,1%	(36)	3,7%	2 236	2,5%	(33)	1,8%
Echues entre 61 et 90 jours	272	D,8%	(8)	4,5%	826	1,3%	(67)	6,8%	1 008	1,1%	(108)	5,9%
Echues depuis plus de 90 jours	628	1,9%	(170)	95,5%	2 142	3,5%	(877)	89,2%	3 140	3,5%	(1 681)	91,7%
Total	33 601	54%	(17E)	202%	52 558	100%	(836)	100%	89 477	100%	(1 £34)	300Hz

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent exclusivement des placements sécurisés tels que des comptes à termes rémunérés.

Risque de marché

Risque de change

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la livre sterling, du dollar américain, du yen japonais ou du real brésitien contre l'euro aurait les impacts suivants dans l'état consolidé du résultat net et dans l'état consolidé des variations des capitaux propres, incluant les participations ne donnant pas le contrôle :

(En milliers d'€)	31 Décen	nbre 2011	31 Décen	nbre 2012	31 Décen	nbre 2013
EUR/GBP	+10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
Impact résultat net	150	(150)	(331)	331	(289)	.289
Impact capiltaux propres	(75)	75	(333)	333	(1 138)	1 138
(En milliers d'€)	31 Décem	bre 2011	31 Décen	nbre 2012	31 Décen	bre 2013
EUR/USD	#10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
Impact résultat net	(913)	913	(1 515)	1 515	((264))	264
Impact capitaux propres	(1.425)	1.425	(2 813)	2813	51	(51)
majore enjorent propres	(=)					
(En milliers d'€)	31 Décen	nbre 2011	31 Décen	nbre 2012	31 Décen	nbre 2013
N N 10 10		nbre 2011 -10%	31 Décen	nbre 2012 -10%	31 Décem	nbre 2013
(En milliers d'€)	31 Décen					
(En milliers d'€) EUR / JPY	31 Décen +10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
(En milliers d'€) EUR/JPY Impact résultat net Impact capitaux propres	31 Décen +10% (141)	- 10% 141 129	+10%	-10% (1) 72	+ 10% 96	- 10% (96) (62)
(En milliers d'€) EUR/JPY Impact résultat net	31 Décem +10% (141) (129)	- 10% 141 129	+10% 1 (72)	-10% (1) 72	+10% 96 62	- 10% (96) (62)
(En milliers d'€) EUR/JPY Impact résultat net Impact capitaux propres (En milliers d'€)	31 Décem +10% (141) (129) 31 Décem	-10% 141 129	+10% 1 (72) 31 Dégen	-10% (1) 72 hbre 2012	+10% 96 62 31 Décem	-10% (96) (62) hbre 2013

Les fonds reçus résultant de l'introduction en Bourse de Criteo SA au Nasdaq (note 1) ont renforcé l'exposition du Groupe aux fluctuations du cours de change \$/€. Par conséquent, afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en place la stratégie de couverture suivante :

- un montant de 30 millions de dollars a été identifié pour des achats et des investissements à réaliser en 2014 pour lesquels une couverture de flux de trésorerie a été documentée selon IAS 39. Les instruments financiers dérivés correspondants ont été comptabilisés en passifs financiers courants et leur évaluation au 31 décembre 2013 a été enregistrée dans l'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global pour 0,1 millions d'euros;
- un montant de 90 millions de dollars sera vendu sur 2014 via des options de ventes et des tunnels. Les primes correspondantes ont été comptabilisées en actifs financiers courants et évaluées au 31 décembre 2013 pour 0,6 millions d'euros. La conversion du montant de 90 millions de dollars en euros au 31 décembre 2013 a généré une perte de 0,7 millions d'euros enregistrée au résultat financier.
- Un montant de 100 millions de dollars a été converti en euros en décembre 2013 sans impact significatif dans le résultat financier ;
- Le solde a été principalement utilisé pour financer la filiale américaine du Groupe dans le cadre du règlement de dettes opérationnelles courantes intragroupe.

Risque de contrepartie

Au 31 décembre 2013, le Groupe dispose d'une trésorerie mette positive. Depuis décembre 2012, le Groupe dispose d'une gestion trésorerie commune (Cash Pooling) pour toutes les entités de la zone euro, ce qui renforce la centralisation de la gestion de la trésorerie. Les décisions en tenmes d'investissements et de financements sont prises par le service de trésorerie interne. Le Groupe traite uniquement avec des contreparties bénéficiant de motations élevées.

Risque de liquidité

Les tableaux suivants résument pour chaque exercice présenté les échéances contractuelles résiduelles de mos passifs financiers et de nos engagements dans le cadre de contrats de location :

	HTGL/SIGN	31 De	ecembre 2011	Figure 1984	
(En milliers d'€)	Valeur comptable	Flux de trésorerie	<1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes Financières	877	:877	877	-	-
Autres passifs non courants	-	-	-	-	-
Founnisseurs et comptes rattachés	22 260	22 260	22.260	-	-
Autres dettes d'exploitation	10 247	10247	10.247	_	
Engagements de location simple		2 270	1'522	748	-
Total	33 384	35 654	34 906	748	
	\$ 100 M	31.De	Scembre 2012		
(En militers d'€)	Valeur comptable	Flux de trésorerie	<1 ani	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes Financières	6253	6474	2 190	4 284	
Autres passifs non courants	-	_	_	123	-
Fournisseurs et comptes rattachés	50 340	50 340	50 340	-	-
Autres dettes d'exploitation	15 541	15 541	15 541		-
Engagements de location simple	<u> </u>	33 538	7 281	22 571	3 686
Total	72 134	105 893	75 352	26 855	3 686
		31 De	cembre 2013		
(En milliers d'€)	Valeur comptable	Flux de trésorerie	<1an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes Financières	11 316	11 316	5 197	6 119	-
Autres passifs non courants		-	-		_
Fournisseurs et comptes rattachés	75 889	75 889	75 889		
Autres dettes d'exploitation	35 224	35 224	35 224		
Engagements de location simple	-	61 180	9 870	34 091	17 219
Total	122 429	183 609	126 180	40 210	17 219

Note 5 – Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques

Dans le cadre de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance, le Président Directeur Général (PDG) examine les données consolidées du chiffre d'affaires, du chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), de l'EBITDA ajusté (résultat avant impôts, résultat financier, amortissements, paiements fondés sur des actions, coût des services des régimes à prestations définies et paiements différés dans le cadre des regroupements d'entreprises) ainsi que le résultat net ajusté (résultat net avant paiements fondés sur des actions, paiements différés et amortissements des actifs incorporels dans le cadre des regroupements d'entreprises, nets d'impôts).

Le Groupe opère dans les trois zones géographiques suivantes :

- Amériques : Amérique du Nord et Amérique du Sud
- EMEA: Europe, Moyen-Orient, Afrique et
- Asie-Pacifique

Dans la mesure où le moteur de recommandation-produit et les plateformes techniques du Groupe sont structurés de façon à optimiser le chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), la Direction considère que les données relatives au chiffre d'affaires sont pertinentes si elles sont accompagnées des données relatives au chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC).

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaire consolidé de chaque zone géographique pour chaque exercice présenté. Le chiffre d'affaires par zone géographique est basé selon le pays de réalisation des campagnes des annonceurs.

(En milliers d'€)	Amériques	EMEA	Asie- Pacifique	Total
31 Décembre 2011	22 013	119 798	1 751	143 562
31 Décembre 2012	67 787	172 499	31569	271 855
31 Décembre 2013	123 004	237 801	83 155	443 960

Le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 41,7 millions d'euros, 49,3 millions d'euros et 59,9 millions d'euros pour les exercices présentés respectivement aux 31 décembre 2011, 2012 et 2013.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les autres pays significatifs est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)		31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Amériques			A STATE OF THE STA	A Lambardon
500 mm/, 1000	Etats-Unis	19 S36	53 126	91 589
EMEA				A SECTION
	Allemagne	28 327	41 144	55 410
	Royaume-Uni	21 047	35 357	43 866
Asie-Pacifique				
	Japon	841	23 435	67 901

Le client le plus important représentait pour les exercices clos les 31 décembre 2011, 2012 et 2013 respectivement 5,4 %, 5,2% et 5,1% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe

Autres informations

Pour chaque exercice présenté, les actifs non courants (correspondant à la valeur comptable mette des actifs corporels et incorporels) sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les données géographiques correspondent au pays d'immatriculation des entités juridiques.

(En milliers d'€)	Holding	Amériques	dant: Etats-Unis	EMEA	Asie- Pacifique	dont : Japon	Total
31/Décembre 2011	3 3 3 3 8	1 797	1 795	500	512	496	6147
31/Décembre 2012	8259	3868	3 855	592	2.568	2.495	15 287
31 Décembre 2013	18015	7 807	7 793	1943	3575	3 479	31 340

Note 6 – Nature des charges allouées par fonction

Nature des charges incluses dans le Coût des ventes

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013	
Coût d'achat des impressions	(79 060)	(157 707)	(264 952)	
Autres coûts des ventes	(5 690)	(12 662)	(21 956)	
- Coût d'hébergement	(3 345)	(6 872)	(12 177)	
- Amortissements	(2 010)	(3 648)	(7 845)	
- Achats de données	(335)	(1.817)	(1 557)	
- Autres	9	(325)	(376)	
Total coûts des ventes	(84 750)	(170 369)	(235 903)	

Nature des charges incluses dans les Frais de recherche et développement

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Charges de personnel	(6 308)	(9033)	(23 829)
 Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions et crédit d'impôt recherche 	(7 673)	(10 981)	(23 716)
- Paiements fondés sur des actions	(180)	(429)	(2 049)
- Crēdit Impôt Recherche	1 545	2 3 7 7	1 936
Autres charges opérationnelles décaissées	(1 919)	(4 917)	(7511)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(919)	(1 950)	(3 835)
- loyers et coûts associés	(938)	(2 372)	(3 338)
- Honoraires et conseil	(62)	(407)	(305)
- Coût de marketing et publicité	J-	(72)	(27)
- Autres		(116)	(6)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(559)	(335)	(835)
- Amortissements	(51)	(166)	(915)
 Variation nette des provisions pour risques et charges 	(508)	(169)	80
Total Frais de recherche et développement	(8 786)	(14 285)	(32 175)

Nature des charges incluses dans les Frais marketing et commerciaux

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Charges de personnel	(22 730)	(39078)	(51 011)
- Charges de Rersonnel hors paiements fondés sur des actions	(21 831)	(37.278)	(48.210)
- Paiements fondés sur des actions	(899)	(1 800)	(2 801)
Autres charges opérationnelles décaissées	(7:806)	(17313)	(29.908)
- Sous-traitance et autres charges de personne	(1 985)	(5 365)	(9.292)
-loyers et coûts associés	(3-436)	(6 1153)	(6/609)
- Coût de marketing et públicité	(1 998)	(3 191)	(3.217)
- Autres	((387)	(2 604)	(10 790)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(294)	(1 656)	(1 897)
- Amortissements	(227)	(847)	(1 792)
- Variation nette des provisions pour dients douteux	(67)	(809)	(105)
Total Frais marketing et commerciatix	(30 E30)	(58 047)	(82 816)

Nature des charges incluses dans les Frais généraux et administratifs

(In thousands of euros)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Charges de personnel	(4714)	(9.842)	(15 092)
- Charges de Personnel hors palements fondés sur des actions	(4 398)	(8 515)	(13 066)
- Paiements fondés sur des actions	(316)	(1 327)	(2 026)
Autres charges opérationnelles décaissées	(4 098)	(10 071)	(15 398)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(754)	(3 373)	(7 519)
- loyers et coûts associés	(592)	(1 540)	(2 437)
- Honoraires et conseil	(2 622)	(4 911)	(4 900)
- Autres	(130)	(247)	(542)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(497)	(295)	(897)
- Amortissements	(239)	(107)	(566)
- Variation nette des provisions pour risques et charges	(258)	(188)	(331)
Total Frais généraux et administratifs	(9 309)	(20 208)	(31 387)

Note 7 – Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel par fonction

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Frais de redherdhe et développement	(6'533)	(9 033)	(23.829)
Frais marketing et commerciaux	(22 505)	(39 07B)	(51 011)
Frais généraux et administratifs	(4714)	(9.842)	(15 092)
Total Charges de personnel	(33 752)	(57 953)	(29 932)

Ventilation des charges de personnel par nature

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Salaires et traitements	(26534)	(44 069)	(62 429)
Indemnités de licenciement	(304)	(140)	(842)
Charges sociales	(6853)	(12 140)	(17 442)
Charges fiscales sur salaires	(247)	(425)	(1.407)
Acquisition-compléments de prix			(2 363)
Paiements fondés sur des actions	(1395)	(3 556)	(6.876)
Participation			(509)
Crédit Impôt Recherche (déduits des frais de Recherche et de Développement)	1581	2 377	1936
Total Charges de personnel	(33 752)	(57 953)	(89 932)

Note 8 – Paiement fondé sur des actions

Plans d'options de souscription d'actions et de BSPCE

Le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires à mettre en ceuvre les plans de bons de sousoription de parts de créateurs d'entreprise (BSPOE) et d'options de sousoription d'actions (OSA) suivants :

- Emission de 2 112 000 BSPOE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 octobre 2008, permettant l'attribution d'un maximum de 2 112 000 BSPOE jusqu'au 24 avril 2010 et ci-après dénommée Plan 1 ;
- Emission de 1 472 800 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 avril 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 472 800 BSPCE jusqu'au 16 octobre 2010 et ci-après dénommée Plan 2;
- Plan de 1 584 000 OSA, autorisé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 9 septembre 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 584 000 OSA jusqu'au 8 novembre 2012. Ce plan a été amendé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 16 novembre 2010, permettant l'attribution d'un maximum de 2 700 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est ci-après dénommé Plan 3;
- Emission de 361 118 BSPCE, attribués aux cofondateurs lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 23 avril 2010, et ci-après dénommée Plan 4;
- Emission de 2 800 000 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 novembre 2011, permettant l'attribution d'un maximum de 2 800 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé Plan 5.
- Emission de 1 654 290 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 14 septembre 2012, permettant l'attribution d'un maximum de 1 654 290 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé Plan 6.
- Emission de 6 627 237 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 2 août 2013, permettant l'attribution d'un maximum de 6 627 237 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé Plan 7.

Plans 1 et 2

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSPCE sur la base du calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un tiers (1/3) des BSPCE à compter de la première date anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice de BSPCE, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires nouvellement émises de la Société-mère.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution. Par conséquent, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement.

Détails des plans de BSACE

	Plan	Plan 1			Plan 2				
Date d'attribution (CA)	24 Oct. 2008	20Jany. 2009	71Mal 2009	7Juillet 2009	20Janv. 2010	11 Mars 2010	.20 Mai 2010	79 villet :2010	114 Sapt.
Durée d'acquisition des droits	3 ans (non-	linéaire)			3 ans	non-lineaire	H)		
Date d expiration	.24 Oct. 2018	201anv. 2019	7 Mai 2019	7 Juillet 2019	20 Jany. 2020	11 Mars 2020	20 Mai .2020	7Juillet 2020	14 Sept.
Nombre d'instruments attribués	227 040	-411.840	462 000	264 000	237 600	33 840	82 800	74 800	.25.200
Parité Instrument / Action	11	1	1	1	1	_ 1	1	11	.1
Prix d'exercice	0,45€	0,45€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	2,10€	2,10€	2,104
Méthode d'évaluation utilisée				Black	and Schole:				
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	0,20€	0,20€	0,20€	0,20€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€
Vojatilité attendue (1)	53,0%	54,8%	55,6%	55,7%	55,5%	55,2%	55,5%	55,3%	55,4%
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Taux d'actualisation (2)	4,10%	3,56%	3,66%	3,68%	3,52%	3,44%	3,03%	2,98%	2,74%
Dividendes attendus	-		-	-	-		-	-	-
Conditions de performance	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Juste valeur de l'option	0,10€	0,10 €	0,08€	0,08€	0,45 €	0,45€	0,28€	0,28€	0,28€

⁽¹⁾ Basé sur la volatilité historique d'entité comparable

Évolution du nombre de BSPCE en circulation

Nombre de BSPCE	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Solde en début de période	3 807 600	1 164 977	1 161 377
Attribués au cours de la période	-	-	-
Renoncés au cours de la période	(147 023)	(1200)	
Exercés au cours de la période	(748 135)	(2400)	(26 640)
Expirés au cours de la période		-	-
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles /5 anciennes) (AG du 2/08/2013)	(1747 465)	-	-
Solde en fin de péríode	1 164 977	1 161 377	1 134 737

Répartition du solde de clôture

Nombre de BSPCE	31 Décemb	re 2011	31 Décemb	re 2012	31 Décembre 2013		
	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables	En dirculation	Exerçables	
BSPCE - Prix d' exercice de 0,45 €	263 120	246 913	263 120	263 120	263 120	263 120	
BSPCE - Prix d' exercice de 0,70 €	783 777	581 092	783 777	761 156	757 137	757 137	
BSPCE - Prix d'exercice de 2,10 €	118 080	54 300	114 480	90 960	114 480	114 480	
Total	1 164 977	882 305	1 161 377	1 115 236	1 134 737	1 134 737	
Durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée (en années)	7,6		6,6		5,6		

⁽²⁾ Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) OATTEC 10

Plam 3

Selon le plan initial adopté par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société-mère 9 septembre 2009, le Conseil d'administration était autorisé à attribuer jusqu'à 1584 000 OSA avec le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un tiers (1/3) des options de souscription d'actions à compter du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fiin de chaque trimestre écoulé après le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant les vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Le plan initial a été amendé par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société-mère du 16 novembre 2010. Selon le plan amendé, le Conseil d'administration est autorisé à attribuer jusqu'à 2 700 000 BSPCE ou options de souscription d'actions jusqu'au 16 mai 2012 (pour les BSPCE) et jusqu'au 16 janvier 2014 (pour les OSA).

L'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin 2011 a prolongé l'autorisation d'attribuer des BSPCE jusqu'au 28 décembre 2012.

Le calendrier d'acquisition du plan amendé se présente comme suit :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Pour le plan initial comme pour le plan amendé, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires nouvellement émises de la Société-mère en règlement de leurs options.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution. Par conséquent, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement.

Détails du plan de BSPCE / OSA

	ы	

Date d'attribution (CA)	9.5ept. 2009	17 Nov. 2009	20Jany, 2010	All Mars	20 Mai 2010	77يانال. 20 10	77.Hill. 2010	114 Sept. 2010	.14Sept.
Durée d'acquisition des droits				3 ans (non-linéaire	e)			
Date dlexpiration	9 Sept. 2019	117 Nov. 2019	20llanv, 2020	11 Mars 2020	.20 Mai .2020	7Uull. .2 <mark>0</mark> 20	7Jull. 2020	114 Sept. 2020	14 Sept. .2020
Nombre d'instruments attribués	670 560	777520	79 580	332 400	63 600	221.0 000	3 600	57:000	64 200
Type dinstrument	5/0	5.0	510	SID	'SIO	.510	SIO	.SIO	SiO
Parité Instrument / Action	п	n	1	1	1	1	1	1	1
Prixd exercice	0,20€	0,70€	0,70€	0,70€	2,10€	0,70€	.2,10€	0,70€	2,10€
Méthode d'évaluation utilisée	4.0			(Black	and Scholes	i			
Juste valeur de l'agtion à la date d'attribution	0,20€	0,20€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	(0,70€	0,70€	(0,70€
Volatilité attendue (1)	55.7%	55.7%	55.5%	55.2%	195.5%	95.3%	55.3%	95/4%	95.4%
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Taux d'actualisation (2)	3,59%	3,58%	3,52%	3,44%	3/03%	2,98%	2,98%	2,74%	2,74%
Dividendes attendus	-	-	-	-	-	-	15-	4	
Conditions de performance	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Juste valeur de l'option	0,13€	0/08€	0,45€	0,45€	0,28€	D,43€	0,28€	(0,48€	0,28€

⁽¹⁾ Basé sur la volatilité historique d'entité comparable

⁽²⁾ Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) GATTEC 10

Dian	2.0	helloch.	torn	nartie

Date d'attribution (CA)	16 Nov. 2010	15 Nov. 2010	16 Nov. 2010	11 Janv. 2011	11 Janv. 2011	11 Janv. 2011	15 Mars 2011	16 Mars 2011	16 Mars 2011
Durée d'acquisition des droits				4 ans	non-linéair	e <u>)</u>			
Date d'expiration	16 Nov. 2020	16 Nov. 2020	16 Nov. 2020	11 Jany. 2021	11 Janv. 2021	11 Janv. 2021	16 Mars 2021	16 Mars 2021	16 Mars 2021
Nombre d'instruments attribués	72 600	31 200	64 800	66 000	2 400	158 400	102 240	165 600	195 840
Type d'instrument	5.0.	S.O.	BSPCE	S.O.	\$.0.	BSPCE	S.O.	S.O.	BSPCE
Parité Instrument / Action	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Prix d'exercice	0,70€	2,10€	2,10€	0,70€	2,10€	2,10€	0,70€	2,10€	2,10€
Méthode d'évaluation utilisée				Black	and Scholes	5			
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€
Volatilité attendue (1)	55,0%	55,0%	55,0%	57,8%	57,8%	57,8%	55,1%	55,1%	55,1%
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Taux d'actualisation (2)	3,00%	3,00%	3,00%	3,35%	3,35%	3,35%	3,49%	3,49%	3,49%
Dividendes attendus	-	-	14	-	-	-	-	-	-
Conditions de performance	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Juste valeur de l'option	0,43 €	0,28 €	0,28€	0,45 €	0,30 €	0,30€	0,45 €	0,28€	0,28€

⁽¹⁾ Basé sur la volatilité historique d'entité comparable

⁽²⁾ Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) OAT TEC 10

Plan 3- Révisé - 2e partie

Date d'attribution (CA)	7/Avril 2011	18/Mai 2011	18IMai 2011	280uin 2011	.28Uuin 2011	21 Sept. 2011	21 Sept.
Durée d'acquisition des droits			4 ans (non-linéaire	4)		
Date d'expiration	7/Avril	18 Mai	18 Mai	28Juin	728 Juin	21 Sept.	21 Sept.
OBE O'EXPIRATION	2021	2021	2021	2021	2021	.2021	2021
Nombre d'instruments attribués	960 000	339.600	124800	140700	17/400	.227 800	62 000
Type d'instrument	5/0.	SID.	BSROE	510.	BSPCE	:SID:	BSPOE
Parité Instrument // Action	1	11	1	1	1	11	11
Prix d'exercice	0,70€	2,98€	2,98€	5,95€	5,95€	5,95€	5,95€
Méthode d'évaluation utilisée			Black	and Scholes			
Buste valeur de l'action à la date d'attribution	0,70€	4,98€	4,98€	4,98€	4,98€	4,98€	4,98€
Volatilité attendue (1)	55,0%	54,7%	54,7%	54,1%	54,1%	\$3,5%	53,5%
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Taux d'actualisation (2)	3,76%	3,69%	3,69%	3,38%	3,38%	2,62%	2,62%
Dividendes attendus	-	-	-	_	+	-	-
Conditions de performance	oui (A)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Juste valeur de l'option	0,45€	3,63€	3,63€	2,88€	2,88€	2,80€	2,80€

⁽¹⁾ Basé sur la volatilité historique d'entité comparable

Évolution du nombre de BSPCE / OSA en circulation

Nombre de BSPCE / OSA	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Solde en début de période	4 154 100	3 387 172	2 718 153
Attribués au cours de la période	6 406 950	-	*
Renoncés au cours de la période	(1017721)	(417 004)	(63 692)
Exercés au cours de la période	(1075 401)	(255 015)	(320 698)
Expirés au cours de la période	-	-	100
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles /5 anciennes) (AG du 2/08/2013)	(5 080 756)	-	
Solde en fin de période	3 387 172	2 718 153	2 333 763

Répartition du solde de clôture

	31 Décemb	re 2014	31 Décemb	re 2012	31 Décembre 2013	
Number of BSPCE / Share options	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables
OSA/BSPCE - prix d'exercice de 0,20€	290 311	217 733	266 991	266 991	266 991	266 991
OSA/ BSPCE - prix d'exercice de 0,70€	1 680 121	283 730	1 372 322	650 570	1 075 280	763 055
OSA/ BSPCE - prix d'exercice de 2,10 €	695 040	71 900	496 740	255 717	450 392	342 955
OSA/ BSPCE - prix d'exercice de 2,98 €	337 200		253 200	94 950	244 800	153 000
OSA/ BSPCE - prix d'exercice de 5,95€	384 500	-	328 900	110 712	296 300	171 788
Total	3 387 172	573 363	2 718 153	1 378 940	2 333 763	1 697 789
Durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée (en années)	8,0		8,0		7,0	

⁽²⁾ Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) OAT TEC 10

⁽A) Options soumises à conditions de performance : des 960 000 options de souscription d'actions attribuées le 7 avril 2011, 180 000 ont été soumises à des conditions de performance basées sur les objectifs de chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions respectées en 2012.

Plan 4

Ce plan a été exclusivement attribué aux cofondateurs par les actionnaires de la Société-mère. Les BSPCE attribués peuvent être exercés immédiatement, sans période d'acquisition, et, au plus tard le 23 avril 2020.

Lors de l'exercice des BSPCE, le Groupe remet aux attributaires des actions de préférence (de catégorie C) de la Société-mère nouvellement émises.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution. En conséquence, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dennière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, soit 2,10 €.

Détails du plan de BSPCE

	Plan 4
Date d'attribution (CA)	23 Avril 2010
Durée d'acquisition des droits	Augune
Date d'expiration	23 Avril 2020
Nombre dilinstruments attribués	361 118
Nature de Ninstrument : O.S.A. / BSPOE	BSPCE
Parité Instrument / Action	1 action ordinaire
Prix d'exercice	2,10€
Méthode d'évaluation utilisée	Black and Scholes
uste valeur de l'action à la date d'attribution	2,10€
Volatilité attendue (1)	55,2%
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 ans
Taux d'actualisation (2)	3,4%
Dividendes attendus	(*
Conditions de performance	N/A
Juste valeur de l'option	1,33€

⁽¹⁾ Basé sur la volatilité historique d'entité comparable (2) Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) OAT TEC 10

Évolution du nombre de BSPCE en circulation

Nombre de BSPCE	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Solde en début de période	902 796	361 118	361 118
Attribués au cours de la période		_	
Renoncés au cours de la période	(#)	-	-
Exercés au cours de la période	9	-	-
Expirés au cours de la période	-	-	+
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles /5 anciennes) (AG du 2/08/2013)	(541 678)		
Solde en fin de période	361 118	361 118	361 118

Répartition du solde de clôture

	31 Décembre 2011		31 Décemb	re 2012	31 Décembre 2013	
Nombre de BSPCE	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables
BSPCE - prix d'exercice de 2,1€	361 118	361 118	361 118	361118	361 118	361 118
Total	361 118	361 118	361 118	361 118	361 118	361 118
Durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée (en années)	8,3		7,3		6,3	

Plan 5

Le 18 movembre 2011, l'Assemblée générale des actionnaires de la Société-mère a autorisé le Conseil d'administration à attribuer jusqu'à 2 800 000 options de souscription d'actions ou de BSPCE, respectivement jusqu'au 18 janvier 2015 et jusqu'au 18 mai 2013. Le Conseil d'administration est également habilité à déterminer les termes et conditions de chaque attribution, y compris le calendrier d'acquisition et le prix d'exercice.

Lors de l'exercice d'OSA ou de BSPCE, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

Le calendrier d'acquisition attaché à ces attributions du Plan 5 est le suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution. Par conséquent, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date de l'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement.

					Plan	5				
Date d'attribution [CA]	18Nov.	18 Nov.	26 Janv.	26 Janv.	20 Mars	20 Mars	30 Avril	30 Avril	22 Mai	22 Mai
nate a strangion (CA)	2011	2011	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012
Durée d'acquisition des droits	On 10 11515				4 ars (non-l	inéaire)				7,000
Date d'expiration	1BNov.	18 Nov.	26 Jany,	26 Janv.	20 Mars	20 Mars	30 Avril	30 Avril	22 Mai	22 Mai
pare a expiration	2021	2021	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022
Nombre d'instruments attribués	155 400	1 200	163 600	36 000	115 600	528 446	450 568	528 547	31 600	152 800
Nature de l'instrument : O.S.A. / BSPCE	5.0.	BSPCE	5.0.	BSPCE	5.0.	BSPCE	5.0.	BSPCE	5.0.	BSPCE
Parité Instrument / Action	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Prix d'exercice	5,95€	5,95€	5,95€	5,95€	5,95€	5,95€	5,95 €	5,95€	5,95€	5,95€
Méthode d'évaluation utilisée					Black and 5	choles				
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	4,98 €	4,98€	4,98€	4,98€	4,98€	4,98 €	4,98 €	4,98€	4,98 €	4,98€
Volatilité attendue (1)	52,9%	52,9%	52,5%	52,5%	52,2%	52,2%	52,5%	52,5%	52,1%	52,1%
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Taux d'actualisation (2)	3,53%	3,53%	3,16%	3,15%	2,86%	2,86%	2,99%	2,99%	2,79%	2,79%
Dividendes attendus	-	-	-	-		-	-	-	-	
Conditions de performance	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Juste valeur de l'option	2,85 €	2,85€	2,80 €	2,80 €	2,75 €	2,75€	2,78€	2,78€	2,75€	2,75€

Evolution du plan de BSPCE / OSA

Nambre de BSPCE / Stock Options	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Scilde en début de période		155 400	2.087 1.52
Attribués au cours de la période	391 500	2 071 162	STATE OF THE STATE
Renoncés au cours de la période	(500)	(140-400)	((83 581))
Exercés au cours de la période	7.5	- 27	((74 282)
Expirés au cours de la période	-	-	
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles // 5 anciennes) ((AG du 2/08/2013)	(234 600)	-	
Solde en fin de période	156 400	2 087 152	1 929 299

Répartition du solde de clôture

	31 Décembre 2011		31 Décemb	re 2012	31 Décembre 2013		
Nombre de BSPGE / Stock Options	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables	En diroulation	Exerçables	
Stock-options / BSPCE - prix d'exercice de 5,95 €	156 400		.2:087 162	16 000	1929 299	721:031	
Total	155 400		2 087 262	16 000	1 929 299	721 (8)	
Durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée (en années)	9,9		9,3		8,3		

Plan 6

Conformément à ce plan adopté par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société-mère le 14 septembre 2012, le Conseil d'administration est autorisé à attribuer jusqu'à 1 654 290 OSA ou BSPCE, jusqu'au 14 novembre 2015 et jusqu'au 14 mars 2014 respectivement. Le Conseil d'administration est également habilité à déterminer les termes et conditions de chaque attribution, y compris le calendrier d'acquisition et le prix d'exercice.

Lors de l'exercice d'options de souscription d'actions ou de BSPCE, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

Le 25 octobre 2012, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 75 400 options de souscription d'actions et 116 240 BSPCE, sans condition de performance, selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des BSPCE / options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce au pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Le 7 février 2013, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 114 720 options de souscription d'actions et 181 040 BSPCE, sans condition de performance, selon le calendrier d'acquisition suivant :

Pour 82 720 options de souscription d'actions et 151 040 BSPCE

- jusqu'à un quart (1/4) des BSPCE / stock-options à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce au pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Pour 30 000 BSPCE

- jusqu'à quatre-dixième (4/10) des BSPCE à l'expiration d'une période de vingtquatre (24) mois depuis la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un vingtième (1/20) à l'expiration de chaque trimestre suivant la période de vingt-quatre (24) mois, et ce au pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Pour 32 000 options de souscription d'actions

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à l'expiration d'une période de douze (12) mois depuis le 1^{er} décembre 2012,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant la période de douze (12) mois, et ce au pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Le 18 avril 2013, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 523 920 options de souscription d'actions et 54 200 BSPCE, sans condition de performance, selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des BSPCE / options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce au pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Détails du plan de BSPCE / OSA

Date d'attribution((CA)	.25.Dct.	.25 Oct.	.25 Oct.	77Fév.	77 Fév.	77Fév.	118 Avril	118'Avri
parementantini(cst)	.2012	2012	2012	2013	2018	22013	/2019	201
Durée d'acquisition des droits	-4-ans (non-	linéaire)	12 mois - Voir III	4 ans (non-line	aire)	5 ans (non-linéaire)	4 ans (non-liné	aire)
Date d'expiration	725 Oct.	25 Oct.	225 Oct.	7Fév.	7 Fev	7Fév.	118'Avril	118 Avri
Date o expiration	2022	2022	.7072	2023	2023	2023	72023	202
Nombre d'Instruments attribués	75 1400	116 240	.257.688	:151 040	1:14 720	30.000	54.200	523 920
Nature dell'instrument : D.S.A.//BSPCE	.5.0.	BSPCE	RSPOE	BSPCE	SID	BSPGE	BSPCE	5.0
Parite Instrument / Action	1	1	1	11	1	1	1	Ľ
Prix d'exercice	8,28 €	8,28€	8,28 €	.9,65/€	9,65 €	9,65/€	10,43 €	10,43
Mátholle d'évaluation utilisée				(Black:	and Scholes			
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	6,43/€	16,43 €	16,43€	5,45:€	5,45€	5,45,€	5,83 €	5,831
Volatilité attendue (1)	50,2%	50,2%	'50,2%	49.6%	49,6%	49:6%	50.1%	5023%
Durée de vie moyenne de l'Instrument	8 years	8 years	8 years	8 years	8 years	8 years	Syears	8 years
Taux d'actualisation (2)	2,20%	2,20%	2,20%	2,27%	2,27%	2,27%	11,80%	.1 80%
Dividendes attendus		-	1.00	-	-		-	
Conditions de performance	N/A	N/A	Oui (A)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Juste valeur de l'option	3,28€	3,28 £	3,28 €	5.45€	5,45€	5,45€	5,83€	5;834

⁽¹⁾ Base sur la valatilite historique d'entité comparable

(A) Le 25 octobre 2012, le Conseil d'administration de la Société-mère a également attribué un total de 257 688 BSPCE aux cofondateurs. Les conditions d'exercice de ces BSPCE sont liées à la survenance d'un évènement de liquidité ou d'un transfert de contrôle du Groupe. Le nombre d'options pouvant être exercées est déterminé par la date de l'évènement qui me peut être postérieure au 31 mars 2014. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2012, mous avions déterminé que la charge correspondante sera reconnue sur une période de un an. L'hypothèse retenue a été confirmée sur 2013.

Évolution du nombre de BSPCE / OSA en circulation

Nombre de BSPCE/Stock Options	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Solde en début de période			447 889
Attribués au cours de la période	-	1 123 324	873 880
Renoncés au cours de la période		(3 600)	(103 671)
Exercés au cours de la période	1.00	-	(13 850)
Expirés au cours de la période	Y2	_	
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles /5 anciennes) (AG du 2/08/2013)		(671 835)	
Solde en fin de période		447 889	1 204 248

Répartition du solde de clôture

	31 Décemb	31 Décembre 2011		re 2012	31 Décembre 2013	
Nombre de BSPCE / Stock Options	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçables
Stock options / BSPCE - prix d'exercice de 8,28 €		-	447 889		381 648	287 928
Stock options / BSPCE - prix d'exercice de 9,65 €	-	143			284 040	7-
Stock options / BSPCE - prix d'exercice de 10,43 €				-	538 560	
Total			447 889		1 204 248	287 928
Durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée (en années)	-		9,8		9,1	

⁽²⁾ Obligation cans tisque (Emprunt d'Etat) DATIFEC 110

Plan 7

Le 2 août 2013, l'Assemblée générale des actionnaires de la Société-mère a autorisé le Conseil d'administration à attribuer jusqu'à 6 627 237 options de souscription d'actions ou de BSPCE, jusqu'en août 2016 (options de souscription d'actions) et jusqu'en octobre 2013 (BSPCE). Le Conseil d'administration est également habilité à déterminer les termes et conditions de chaque attribution, y compris le calendrier d'acquisition et le prix d'exercice.

Lors de l'exercice d'OSA ou de BSPCE, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

Le 3 septembre 2013, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 1 001 704 options de souscription d'actions et 327 700 BSPCE, sans condition de performance, selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions / BSPCE à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Le 4 décembre 2013, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 236 180 options de souscription d'actions, sans condition de performance, selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution.
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à l'expiration de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Détails du plan de BSPCE / OSA

Date d'attribution (CA)	3 Sept.	3 Sept.	4 Đếc.			
Date a attribution (CA)	2013	2013	2013			
Durée d'acquisition des droits	4 ans (non-linés	aire)	4 ans (linéaire)			
Date d'expiration	3 Sept.	3 Sept.	4 Déc			
Date d expiration	2023	2023	2023			
Nombre d'instruments attribués	330 160	1 001 704	236 180			
Nature de l'instrument : O.S.A. / BSPCE	BSPCE	S.O.	S.O.			
Parité Instrument / Action	1	1	1			
Prix d'exercice	12,08 €	12,08 €	25,48 €			
Méthode d'évaluation utilisée	Blac	k and Scholes				
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	12,08 €	12,08 €	25,48 €			
Volatilité attendue (1)	50,1%	50,1%	50,1%			
Durée de vie moyenne de l'instrument	8 years	8 years	8 years			
Taux d'actualisation (2)	2,31%	2,31%	2,40%			
Dividendes attendus		-				
Conditions de performance	N/A	N/A	N/A			
Juste valeur de l'option	6,85 €	6,85 €	14,53 €			
(1) Basé sur la volatilité historique d'entité comparable	(2) Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) OAT TEC 10					

Évolution du nombre de BSPCE / OSA en circulation

Nombre de BSPCE / Stock Options	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Solde en début de période		*	
Attribués au cours de la période	_	=	1 565 584
Renoncés au cours de la période	-	3	(1D 44D)
Exercés au cours de la période		=	-
Expirés au cours de la période	-	-	-
Solde en fin de période	RIVERS IN	Editor 8	1 555 144

Répartition du solde de clôture

	31 Décembre 2011		31 Décemb	re 2012	31 Décembre 2013	
Nombre de BSPCE / Stock Options	En dirculation	Exerçables	En circulation	Exerçables	En circulation	Exerçable
Stock-options / IBSPCE- prix d'exercice de 12,08€			-	-	1 318 964	
Stock-options / BSPCE - prix d'exercice de .25,48 €	-		-	-	236 180	-
Total					1 555 144	
Durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée (en années)	-		-		9,7	1000

Bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel

En plus de l'attribution d'actions gratuites, d'options de souscription d'actions et de BSPCE, les actionnaires de la Société-mère ont également autorisé l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel, comme indiqué ci-après.

Plan A

Le 17 novembre 2009, les actionnaires de la Société-mère ont décidé d'attribuer 231 792 BSA non destinés aux membres du personnel, selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un huitième (1/8) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant des vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter la date d'attribution.

Lors de l'exercice de BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution. Par conséquent, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution.

Plan B

Le 11 mars 2010, les actionnaires de la Société-mère ont décidé d'attribuer 277 200 BSA non destinés à membres du personnel, pouvant être soumis à des conditions de performance, selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un tiers (1/3) des BSA à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice des BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Sociétémère nouvellement émises.

Ce plan est divisé en trois blocs, dont les caractéristiques sont indiquées ci-dessous :

	Blac 1	Bloc 2	Bloc 3
Nombre d'instruments attribués	158 400	79 200	39 600
Conditions de performance	N/A	- Marge commerciale mensuelle en Allemagne ≥ 750 K€	- Marge commerciale 2010 en Allemagne ≥ 5 300 K€
Début de la periode d'acquisition des droits	Ler Janvier 2010	1er Mai 2010	1er Janvier 2010

Toutes les conditions de performance ont été satisfaites au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution. Par conséquent, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution.

Plan C

Le 16 novembre 2010, les actionnaires de la Société-mère ont décidé d'attribuer 180 000 BSA destinés aux membres de l'Advisory Board. Les BSA peuvent être exercés selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice des BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Sociétémère nouvellement émises.

L'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier. Par conséquent, le Conseil d'administration a déterminé le prix d'exercice par référence à la dernière augmentation du capital à la date de l'attribution, soit le 16 avril 2009.

Plan D

Conformément à ce plan adopté par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société-mère le 14 septembre 2012, le Conseil d'administration est autorisé à attribuer jusqu'à 120 000 BSA non destinés à des membres du personnel, jusqu'au 14 mars 2014. Le Conseil d'administration est également habilité à déterminer les termes et conditions de chaque attribution, y compris le calendrier d'acquisition et le prix d'exercice.

Lorsque l'attributaire est un membre de l'Advisory Board, les BSA peuvent être exercés selon le calendrier d'acquisition suivant :

- jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant la date d'attribution, et ce au pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lorsque l'attributaire n'est pas membre du de l'*Advisory Board*, les BSA peuvent être exercés selon le calendrier d'acquisition suivant :

- un tiers (1/3) à la date d'attribution,
- un tiers (1/3) au premier anniversaire de la date d'attribution,
- un tiers (1/3) au deuxième anniversaire de la date d'attribution,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice des BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Sociétémère nouvellement émises.

Le 7 février 2013 et le 6 mars 2013, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 20 400 et 51 000 BSA non destinés à des membres du personnel, selon le calendrier d'acquisition ci-dessus.

Détails des plans de BSA non destinés à des membres du personnel

	BSA Plan A		BSA Plan B			85A Plan C	
Date:d'attribution	17/Nov. 2009	2010	111 Mars 2010	11/Mars 2010	16 Nov. 2010	:28Udin 2011	:21:Sept.
Durée d'acquisition des droits	.2 ans ((lineaire)	3 ans	(non-linéaire)		2 в	ns (linéaire)	
Date dexpiration	17 Nov. 2019	11 Mars :2020	11 Wers 2020	111 Mars 2020	11.6 Nov. .2020	.28Juin .2021	21 Sept. 2021
Nombre d'instruments attribués	281 792	1158 400	79.200	39-600	96 000	:24.000	7.2 000
Parité Instrument / Action	1	1	1	1	1	1	1
Arix du Bon de souscription	0,021€	0,111€	(D)D9:€	0,07∉€	.0,04 €	0,30€	0,30€
Prix d'exercice	0,70€	0,70€	0,70€	(0,770∜€	0,70€	5,95€	5,95€
Méthode d'évaluation utilisée			(Black a	nd Scholes			
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	0,20€	0,70€	0,70€	0,70€	0,70€	.4,98€	4,98€
Volatilité.attendue (1)	55,7%	55,2%	55,2%	55,2%	55,0%	54,1%	53,5%
Durée de vie moyenne de l'Instrument	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Taux d'actualisation (2)	3,58%	3,44%	3,44%	3,44%	3,00%	3,38%	2,52%
Dividendes attendus		-	-	-	-	-	-
Conditions de performance	N/A	N/A	oui	oui	N/A	N/A	N/A
lluste valleur de l'aption	0,05€	0,33€	0,35€	0,38€	0,40€	2,58 €	2,50 €

⁽¹⁾ Basé sur la vollatilité historique d'entité comparable

⁽²⁾ Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) DATTEC 10

Date (Delta De dies (Ira)	25 Oct.	25 Oct.	A IFEN.	6 Mars
Date d'altribution (CA)	2012	2012	2018	2018
O arée d'acquisition des droits	2 ans	2 ans	2/ans	2 1115
mare mand night milions into the	(flinéaire)	(non-lineaire)	((lineaire))	((Inéaire)
Datedlespiration	25 Oct.	25 Dat.	7 Rev.	6Mars
more of authorities	2022	2022	202B	2029
Monibre d'Instruments attalbués	EB 984	20400	20400	50 000
Parité Instrument // Adhion	1	11	1	1
Prix du Bon de sousoription	□,43€	ID,48€		
Prix d'exercice	8,28€	28.28 €	9,65€	9,25 (
Miethode d'évaluation utilisée		Black and Scholes		
noitudintal batted action à la dated action uniter de la communitation	6,43€	(6, 4 1€	19,655€	9,65€
Volatii/të attendue (1)	30,2%	90,2%	50/0%	'50,0%
Durée de wie moyenne de Minstrument	S.ans	8:ans	18 ans	18 rams
Taux d'actualisation (2)	2,20%	2,20%	2,27%	2,18%
Dividendes attendus		-	_	-
Conditions de performance	N/A	nu/A	nya.	N/A
Juste valeur de l'option	2,85 €	2,85 €	4,98€	4,98 €

⁽¹⁾ Basé sur la volatilité historique é entité comparable (2) Cibi gation sans risque (Emprunt d'Etat) OAT TEC 10

Évolution du nombre de BSA non destinés à des membres du personnel en circulation

Nombre de BSA	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Solde en début de période	1 512 480	398 100	472 164
Attribués au cours de la période	180 000	78 384	71 400
Renoncés au cours de la période	(35 010)		(1 416)
Exercés au cours de la période	(662 220)	(4 320)	9
Expirés au cours de la période		- 4	- 4
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles /5 anciennes) (AG du 2/08/2013)	(597 150)	-	-
Solde en fin de période	398 100	472 164	542 148

Répartition du solde de alôture

	31	Décembre 2	111	31	31 Décembre 2012			31 Décembre 2013		
AZB.	En circulation	Exerçables	Durée de vie résiduelle contraduelle (Années)	En circulation	Exerçables	Durée de vie résiduelle contractuelle (Années)		Exerçables	Durée de vie rés duelle contractuelle (Années	
BSA Plan B - Prix d'exercice de 0,28 £	.254100	141 625	811	.254 100	254 100	7,1	.254100	.254100	6,1	
BSA Plan C - Prix d'exercice de 0,28:€	722 0000	38:984	8,9	67 680	67-680	7,8	67 680	67 680	16.9	
BSA Plan C - Prix d'exercice de 2,38 €	72 000	30 000	9,5	196 000	(60.000	8.7	96 000	60 000	7,7	
BSA Plan D - Prix d'exercice de 3,30 €		-	-	54 384	9632	9.8	52 968	15 314	₿,₿	
BSA Plan D - Prix d'exercice de B_B1 €	-	-		-	-	_	71 400	.27.200	.9,2	
Intal	300 700	790 90s		472 166	391 612		542.148	425 294		

Rapprochement avec l'état consolidé du résultat net

		31 Décembre	2011			31 Décembi	e 2012			31 Décemb	re 2013	
(En milliers d'E)	R&D	M&C	G&A	Total	R&D	D&M	G&A	Total	R&D	D&M	G&A	Tota
Stock options / BSPCE	((180)	([899)	(233)	(1312)	(429)	(1.800)	(1.142)	((3 374)	(2 049)	(2/801)	(1:567)	(6 417
Plans Land.2	(11)	(43)	(11)	(55)	(3)	(12)	(1)	(16)				
Plans 3% 3 Révisé	(159)	(681)	(230)	(0.070)	(166)	(542)	(177)	(885)	(65)	(232)	((85)	(382
Plan 4	-	-	-	-	-	-	-			-		-
Plan 5	(10)	(175)	(2)	(187)	(177)	(1 203)	(868)	(2.248)	(456)	(129)	(696)	(1281
Plan 6	-	-	-	-	(83)	(43)	(96)	(222)	(1 140)	(1.294)	(531)	(2965
Plan 7	4	-	-	(2)	-	-	-	-	(388)	(1 146)	(255)	(1789
BSA	0	10	(83)	(83)	0	10	(185)	(385)	0	0	(459)	(459
Plan A	3	-	(2)	((2)		-	-	-	-	-	-	
Plan B	-	-	(29)	(29)	-	-	(9)	(49)	-	-		
Plan C		-	(52)	(52)	-		(130)	(130)			(91)	(91)
Plan D	-	7.	5.53		-	-	(46)	(46)	-	-	(358)	(368)
Total	(180)	(209)	(356)	(1.995)	(429)	(1.800)	(2 327)	(3.556)	(2 049)	(2 R32)	(2025)	(6 E76

Note 9 – Résultat financier

Le poste « résultat financier » de l'état consolidé du résultat net se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Produits des Placements Trésorerie	80	204	620
Gain (Perte) de change	552	(1 755)	(7 127)
Autres produits et charges financiers	(4)	(8)	(361)
Total produits et charges financiers	628	(1 559)	(6 868)

La perte de change significative comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013 résulte principalement des différences de change constatées lors des règlements ou lors de la réévaluation au cours de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en euros dans les filiales dont l'euro n'est pas la monnaie fonctionnelle. Criteo K.K. (Japon), Criteo Corp. (États-Unis) et Criteo do Brasil (Brésil) sont les principaux contributeurs, notamment du fait de leurs dettes fournisseurs libellées en euros.

Note 10 – Impôts sur les résultats

Décomposition du poste « Impôts sur les résultats »

Le poste « Impôts sur les résultats » de l'état consolidé du résultat net se décompose comme suit ::

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Impôts exigibles	(4548)	((6:337))	(6.110)
Impôts différés	157	(219)	3 697
Impôts sur les résultats	(4 391)	(5 556)	(2 413)

Comme précisé dans la note 3 - Principes et méthodes comptables, le Crédit d'Impôt Recherche n'est pas inclus dans le poste « Impôts sur les résultats » mais vient en déduction des Frais de recherche et développement (voir Note 7 – Ventilation des frais de personnel).

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), d'un montant de 509 000 €, 969 000 € et 1 156 000 € pour les exercices clos respectivement au 31 décembre 2011, 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 est incluse dans le poste « Impôts exigibles ».

Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique

Le tableau suivant illustre le rapprochement entre la charge d'impôt sur les résultats effective et la charge d'impôt théorique (charge d'impôt calculée au taux nominal de 33,33% hors contributions supplémentaires) :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Résultat avant impôt	10 515	7 387	3 806
Taux théorique d'impôt	33,33%	33,33%	33,33%
Charge d'impôt calculée au taux théorique	(3 505)	(2 452)	(1 269)
Eléments en réconciliation :	C. Same	0	
- Différences permanentes (1)	(482)	(1731)	(606)
- Credit d'Impôt recherche	527	792	707
- Paiement fondé sur des actions	(465)	(1 185)	(2 292)
- Impôts Différés actifs non reconnus relatifs aux pertes fiscales et aux différences temporaires (2)	(3 329)	(5 894)	(3 573)
- Utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues (3)	851	569	1 790
- C.V.A.E. induse en charge d'impôts	(509)	(969)	(1 156)
- Incidence des déductions fiscales spécifiques (4)	3 155	4 608	3 703
- Incidence des différences de taux d'imposition	(81)	112	381
- Autres Différences	(553)	(396)	(98)
Impôt reconnu au compte de résultat	(4 391)	(6 556)	(2413)
Taux effectif d'impôt	41,8%	88,8%	63,4%

- (1) Pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, l'impact significatif des différences permanentes était principalement lié au régime fiscal adopté par le Groupe pour sa filiale brésilienne, Criteo Do Brasil. Dans le cadre du régime adopté, celui du bénéfice présumé (reservé aux entreprises brésiliennes ayant un chiffre d'affaires inférieur à 48 millions de réals brésiliens), le bénéfice fiscal était estimé à partir d'un taux général fixé par la loi brésilienne et appliqué au Chiffre d'affaires. Au 31 décembre 2013, cette option a été modifiée : la filiale brésilienne est désormais taxée sur la base du résultat net réalisé.
- (2) Pour les exercices 2011 et 2012, les actifs d'impôts différés non reconnus étaient principalement liés aux pertes fiscales de Criteo Corp. (États-Unis). Sur la base des résultats fiscaux attendus pour les trois prochains exercices, il est désormais probable que des bénéfices taxables futurs disponibles seront suffisants pour utiliser les déficits fiscaux et autres différences temporelles déductibles. Dans ces conditions, des actifs d'impôts différés ont été reconnus pour 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2013. Pour l'exercice 2013, les actifs d'impôts différés non reconnus concernent principalement les pertes fiscales générées en 2013 de Criteo do Brasil (Brésil)
- (3) Le solde 2013 inclue la reconnaissance partielle des pertes fiscales antérieures de Criteo Corp. (Etats-Unis) et de Criteo Ltd.
- (4) Les déductions fiscales spécifiques concernent l'imposition à taux réduit des redevances technologiques facturées par Criteo SA à ses filiales.

Actifs et passifs d'Impôt différé

Le tableau suivant présente les variations des principales sources d'impôts différés actifs et passifs ::

(En milliers d'€)	Provision Retraite	Déficits fiscaux	Autres		Actifs non Courants	Autres	impôts différés passifs	desimpôts	Position nette
Solde au Ler janvier 2011	20	3.453	66	3 550	(54)	(語)	(6:0)	(2.408)	± 073
Variation en résultat net	26	1531	2.252	3 809	(35)	(66)	(0.01)	(3 551)	11.57
Variation en autres éléments du résultat global	-	-	-	4	-	_		-	_
Différences de change	- 12	261	145	406	(E)	(12)	(05)	(883)	18
Soide au 31 décembre 2011		5 745	2 465	7765	(57)		(185)	(6.342)	1 238
Variation enresultat net	.39	8E0.2	((306)	4771	(352)	61	(291)	(4 699)	(219)
Variation en autres éléments du résultat global	100	-	4.	100	/+:		-	(55)	45
Différences de change	-	(266)	((39)	((305)	10		10	242	((53)
Solde au 31 décembre 2017	194	20017	2 120		(434)	(32)	(466)	(10 E4)	
Wariation en résultatinet	118	5:548	2 027	77793	(737)	27	(710)	(3 386)	3:697
Variation en autres éléments du résultat global	15	-	33	49	-	_	_	(27)	22
Variation de périmètre	-		- 2	+	(371)	- 4	(371)	-	(371,)
Différences de change		(541)	(339)	(980)	47	_2	49	795	(176)
Stilde av 31 decembre 2013	528	35,024	3.841	19 293	(1.495)	(3)	(1.495)	(13512)	4 353

Pour les exercices 2011 et 2012, le plafonnement des impôts différés concernait principalement les déficits fiscaux de Criteo Corp. (Etats Unis). En 2013, considérant le bénéfice fiscal suffisant dégagé au cours des trois prochains exercices, des actifs d'impôts différés ont été reconnus pour 2,4 millions d'euros.

Au 31 décembre 2011, 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013, les actifs d'impôts différés non reconnus s'élevaient respectivement à 7,6 millions d'euros, 11,9 millions d'euros et 13,5 millions d'euros. Ces montants étaient principalement liés aux pertes fiscales accumulées non reconnues par Criteo Corp. (3,9 millions d'euros, 8,3 millions d'euros et 10,0 millions d'euros) et Criteo do Brazil en2013 (1,8 millions d'euros).

Provisions pour contrôle fiscal

En 2011, le Groupe a fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant les exercices fiscaux 2008 et 2009. À la fin de l'exercice 2011, le Groupe a reçu un avis de mise en recouvrement et a constitué une provision s'établissant à 0,5 millions d'euros au 31 décembre 2011. Suite à un nouveau contrôle fiscal opéré en 2013 et portant sur les exercices 2010 et 2011, les redressements non significatifs ont été provisionnés. La provision a été maintenue au 31 décembre 2013.

Créances d'impôts sur les résultats

Ce poste correspond principalement aux acomptes versés par Criteo SA et Criteo Gmbh (Allemagne) relatifs aux impôts sur les résultats.

Note 11 – Catégories d'actifs et passifs financiers

Actifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories d'actifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

		31 Décen	nbre 2011	
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Prêts et créances		Juste valeur
Actifs financiers non courants	916	916	_	916
Olients et comptes rattachés	33 423	33 423	-	33 423
Autres créances d'exploitation	5 850	5 850	-	5 850
Trésorenie et équivalents de trésorenie	16382		16.382	16382
Total	55 571	40 189	16 382	56 571

		31 Décen	nbre 2012	
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Prêts et créances		Juste valeur
Actifs financiers non courants	6924	6 924		6924
Clients et comptes rattachés	60 685	60 685	-	60 685
Autres créances d'exploitation	8 080	8 080	-	8 080
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 262		43 262	43 262
Total	118 951	75 689	43 262	118 951

	21 Décombre 2012			
(En milliers d'€)	31 Décembre 2013			
	Valeur au bilan	Prêts et créances		Juste valeur
Actifs financiers non courants	7 627	7 627	_	7 627
Clients et comptes rattachés	87 643	87 643	-	87 643
Autres créances d'exploitation	13 466	12 781	588	13 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234 343		234 343	234 343
Total	343 079	108 051	234 931	343 079

Passifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories des passifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 décembre 2011			
	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Passifs à la juste valeur par le résultat	Juste valeur
Detttes Hinamdières	877	877	-	877
Fournisseurs et comptes rattadhés	22 260	22 260	-	22.260
Autres dettes d'exploitation	10.247	10247	-	10247
Total	33 384	33 384		33 384

	31 décembre 2012			
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Passifs à la juste valeur par le résultat	Juste valeur
Dettes Financières	6253	6253	-	6253
Fournisseurs et comptes rattachés	50 340	50 340	-	50 340
Autres dettes d'exploitation	15 541	15 541		15 541
Total	72 134	72 134		72 134

(En milliers d'€)	31 décembre 2013			
	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti		Juste valeur
Dettes Financières	11 316	11 213	103	11 316
Fournisseurs et comptes rattachés	75 889	75 889	-	75 889
Autres dettes d'exploitation	35 224	35 224	-	35 224
Total	122 429	122 326	103	122 429

Note 12 - Goodwill

(En milliers d(€)	Goodwill
Valeur nette av 1er Janvier 2013	
Acquisitions	4 100
Gessions	-
Différences de dhange	91
Déprédiation	-
Valeur nette av 31 Décembre 2013	4 191
Valeur brute fin de période	4191
Amortissements et pentes de valeur fin de période	+

Le 11 juillet 2013, le Groupe a acquis 100% des capitaux propres de la société ADX, qui permet aux annonceurs et aux agences de suivre, mesurer et analyser la performance des campagnes publicitaires dans les applications mobiles.

Le montant global de l'acquisition est de 9,1 millions d'euros (7,9 millions de livres sterling) (basé sur le cours de change de 1,1591 € pour 1f au 11 juillet 2013) réparti ainsi : 5,5 millions d'euros (4,7 millions de livres sterling) réglés en numéraire à la date d'acquisition, 0,3 millions d'euros (0,3 millions de livres sterling) réglés en paiements différés à un des vendeurs sans continuité du contrat de travail (inclus dans le coût d'acquisition des titres), 3,3 millions d'euros (2,9 millions de livres sterling) réglés en paiements différés aux autres vendeurs sous condition de continuité du contrat de travail (rémunérations post-acquisition).

Au 31 décembre 2013, suite à la réalisation de l'allocation du prix d'acquisition, les actifs suivants ont été identifiés : relations clients pour 0,7 millions d'euros (0,6 millions de livres sterling), technologie pour 1,1 millions d'euros (0,9 millions de livres sterling), impôts différés correspondants pour 0,4 millions d'euros (0,3 millions de livres sterling). Le Goodwill résiduel a été évalué à 4,2 millions d'euros (3,5 millions de livres sterling). Les rémunérations post-acquisition ont été comptabilisées pour 2,4 millions d'euros en charges de personnel en Recherche et Développement.

Les actifs incorporels identifiés sont amortis et le Goodwill fera l'objet d'un test de dépréciation annuellement.

Les coûts d'acquisition sont de 0,4 millions d'euros (0,3 millions de livres sterling) et ont été comptabilisés en charges sur l'exercice.

L'impact des opérations relatives à AD-X est non matériel dans le compte de résultat de l'exercice 2013.

Note 13 – Immobilisations incorporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'€)	Logiciels	Autres actifs incorporels	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2011	21	2	23
Acquisitions	566	-	566
Cessions et mises au rebut	-	((2)	(2)
Amontissements	(287)	-	(287)
Valeur nette au 31 Décembre 2011	300		300
Waleur brute fiin de période	594	-	594
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(294)	-	(294)
Valeur nette au 1er Janvier 2012	300		300
Auguisitions	65	674	739
Gessions let mises au rebut	į.	-	-
Amortissements	(318)	-	(318)
Valeur nette au 31 Décembre 2012	47	674	721
Valeur brute fin de période	653	674	1327
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(606)	-	(606)
Valeur nette au 1er Janvier 2013	47	674	721
Acquisitions	5 793	3	5 796
Cessions et mises au rebut	-	-	- 2
Amortissements	(1 335)	(350)	(1685)
Variation de périmètre		1760	1760
Différences de change	(1)	33	32
Autres mouvements	674	(674)	
Valeur nette au 31 Décembre 2013	5 178	1 446	6 624
Valeur brute fin de période	7 117	1 802	8 9 1 9
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(1 939)	(356)	(2 295)

Les acquisitions d'autres actifs incorporels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 concernent essentiellement des dépenses d'amélioration de nos logiciels de production et les actifs incorporels acquis suite à l'allocation du prix d'acquisition de l'entité ADX (relations clients et technologie) indiqués en « variation de périmètre ».

Note 14 - Immobilisations corporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations corporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'€)	Installations et agencements	Matériel et Mobilier	Total
Valeur nette au Jer Janvier 2011	118	1 887	2 005
Acquisitions	391	5'540	5931
Cessions et mises au rebut		-	-
Amortissements	(264)	(1976)	(2240)
Différences de dhange	8	143	151
Valeur nette au 31 Décembre 2011	253	5 594	5 847
Valeur brute fin de période	529	8 663	9.192
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(276)	(3 069)	(3 345)
Valeur nette au 1er Janvier 2012	253	5 594	5 347
Acquisitions	1 191	12 154	13 345
Cessions et mises au rebut	(1)	(36)	(37)
Amortissements	(284)	(4 1 6 6)	(4.450)
Location Financement	-	232	232
Différences de change	(15)	(356)	(371)
Valeur nette au 31 Décembre 2012	1 144	13 422	14 556
Valeur brute fin de période	1332	20328	21.660
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(188)	(6 906)	(7094)
Valeur nette au 1er Janvier 2013	1144	13 422	14 566
Acquisitions	302	20 066	20 368
Cessions et mises au rebut	(5)	(130)	(135)
Amortissements	(434)	(9 001)	(9 435)
Location Financement		409	409
Différences de change	(40)	(1017)	(1 057)
Autres mouvements	192	(192)	
Valeur nette au 31 Décembre 2013	1 159	23 557	24 716
Valeur brute fin de période	1705	38 920	40 625
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(546)	(15 363)	(15 909)

Les mouvements dans les immobilisations corporelles concernent principalement les acquisitions de serveurs dans les filiales françaises, américaines et japonaises où sont localisés les *Data Centers* du Groupe.

Note 14 – Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés des dépôts de garantie versés au titre des locations immobilières. Les principaux mouvements de l'exercice clos au 31 décembre 2013 proviennent du nantissement d'un compte à terme pour un montant de 0,5 millions d'euros, exigé par la banque en contrepartie d'une garantie dans le cadre du contrôle fiscal couvrant les exercices 2008 et 2009 et un dépôt de 0,3 millions d'euros pour les nouveaux locaux de la filiale japonaise.

Note 15 - Créances clients

Le tableau suivant présente la ventilation de la valeur nette comptable des créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Oréances dients	33362	59 666	86 813
Flactures à établir	239	2 003	2 663
Valeur brute fin de période	33 601	61 669	89 476
Dépréciation	(178)	(984)	(1.833)
Valeur nette fin de période	33 423	60 685	87 643

Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations de créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Montant début de période	(109)	(178)	(984)
Provision pour dépréciation	(67)	(809)	(980)
Reprise de provision	-	-	261
Variations de périmètre	-	-	(126)
Ecart de conversion	(2)	3	(4)
Montant fin de période	(178)	(984)	(1833)

Note 16 – Autres actifs courants

Le tableau suivant présente le détail des autres actifs courants pour les exercices présentés :

(En millhers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Fournisseurs débiteurs	323	183	476
Créances sociales	95	11	33
Créances fiscales	4 486	6 536	10 771
Débiteurs divers	2	42	
Charges Constatées d'Avance	944	1 308	1 598
Instruments financiers	-	-	588
Valeur brute fin de période	5 850	8 080	13 466
Dépréciation			
Valeur nette fin de période	5 850	8 080	13 466

Les créances fiscales concernent principalement les créances de TVA et les créances de Crédit Impôt Recherche. Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement des loyers payés d'avance. Les instruments financiers correspondent aux primes payées réévaluées à la juste valeur à la clôture de l'exercice 2013 dans le cadre notre stratégie de couverture (voir note 4).

Note 17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

État consolidé de la situation financière

Le tableau suivant présente la ventilation du poste «Trésorerie et équivalents de trésorerie » pour chaque exercice présenté :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
SICAV - Zone Euro	1.455	-	
Comptes à terme	5 831	22616	17993
Disponibilités	9096	20646	216 350
Trésorerie et équivalents de trésorenie	16 382	43 262	234 343

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » de clôture, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, peut être réconcilié avec les postes de l'état consolidé de la situation financière, comme suit :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	16 382	43 262	234 343
Découverts bancaires	(697)	-	(1)
Trésorerle Nette	15 685	43 262	234 342

Note 18 – Capital social

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que (i) les entités du Groupe seront en mesure de maintenir la continuité de leur exploitation tout en (ii) maximisant le rendement pour les investisseurs au moyen de l'optimisation de la dette financière et des fonds propres.

La structure financière du Groupe est composée de l'endettement net (Dettes financières (notes 22 et 23) mettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie (Note 17)) et des fonds propres (composés du capital, des primes et réserves, du résultat met et des participations ne donnant pas le contrôle).

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte ou exigence externe en matière de capital.

Le 29 octobre 2013 et le 3 novembre 2013, le capital de la société-mère a été augmenté suite aux deux opérations respectives suivantes :

- Dans le cadre de l'introduction en Bourse de Criteo sur le Nasdaq, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 202 064,50 euros par l'émission de 8 082 580 actions ordinaires à un prix d'émission de 31 dollars (prime incluse) et une valeur nominale de 0,025 euros, correspondant à la souscription d'un montant total de 250 559 980 dollars (prime incluse) avant déduction des frais des Underwritters. Sur la base du taux de change de 0,7331 euros pour 1 dollar au 31 octobre 2013, le montant total de la souscription est de 183 681 533,61 euros avant déduction des frais des Underwritters.
- Suite à l'exercice de l'option de Surallocation des Underwritters, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 30 309,67 euros par l'émission de 1 212 387 actions ordinaires à un prix d'émission de 31 dollars (prime incluse) et une valeur nominale de 0,025 euros, correspondant à la souscription d'un montant total de 37 583 997 dollars (prime incluse) avant déduction des frais des Underwritters. Sur la base du taux de change de 0,7331 euros pour 1 dollar au 31 octobre 2013, le montant total de la souscription est de 27 552 230,04 euros avant déduction des frais des Underwritters.

Capital souscrit

Au 31 décembre 2013, le capital social de la Société-mère est composé de 56 856 070 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,025 € soit un capital de 1 421 401,75 euros.

Les actions de préférence existantes aux 31 décembre 2011 et 2012 étaient convertibles en cas de survenance d'évènements de liquidité (comme par exemple une introduction en bourse) en actions ordinaires sur une base 1 action de préférence pour 1 action ordinaire, à l'exception des actions de préférence de catégorie D pour lesquelles la parité de conversion pouvait être ajustée en fonction de fourchettes de cours d'introduction en Bourse. Dans le cadre de l'introduction en Bourse réalisée en octobre 2013 et considérant que les conditions de conversion étaient respectées, les actions de préférence (A, B, C et D) ont été converties en actions ordinaires sur la base du ratio 1 action de préférence pour 1 action ordinaire.

Variation du nombre d'actions en circulation

(En nombre d'actions)	Actions ordinalres	Actions de Préférence Catégorie A	Actions de Préférence Catégorie B	Actions de Préférence Catégorie C	Actions de Préférence Catégorie D	Total
En circulation av 1er lanvier 2011	9 594 516	7 183 256	15 336 596	3 890 814		36 005 167
Incidence du regroupement d'actions (2 nouvelles /5-anciennes) (AG du 2/08/2013) (1)	(5756710)	(4 309 953)	(9.201.957)	(2 334 488)	-	(21 (603 108)
Incidence de la modification de la valeur nominale de 0;01 € à 0,0033 € (AG du 28/06/2011) (1)	7(675 613	5 746 604	12:269:276	3 112 651	-	28 804 144
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE	729 422	-	-	-	-	77.29 422
Emission d'actions - Exercices de IBSA	264 888	17	3.0		-	264 888
En circulation au 31 Décembre 2011	12 507 729	1 629 907	18 403 925	4 fill 977		44 200 528
^[1] Approuvé par l'AG du 2 août 2013 ^[2] Approuvé par l'AG du 28 juin 2011						
En circulation au 1er Janvier 2012	12 507 729	B 629 907	1F 403 515	4 668 977		44 200 528
Emission d'actions - Augmentation de capital en numéraire [3]		-		-	.2 660 753	2 660 753
Emission d'actions - Exercices d'OSA/RSPCE	261 736	+	-	-	-	261 736
En circulation au 31 Décembre 2012	12 769 465	6 629 907	18 403 515	4 fi68 977	2 660 753	67 123 017
Approuvé par l'AG du 14 septembre 2013						
En circulation au ler Janvier 2013	12 769 465	E 625 907	18 403 915	4 668 977	2 660 753	47 123 H17
Conversion en actions ordinaires (1)	34 353 552	(8 619 907)	(18-403-915)	(4 668 977)	(2.660 753)	
Emission d'actions - Augmentation de capital en numéraire (4)	9 294 957	-	-		-	9 294 957
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSRCE (5)	438.086	-				438 086
En circulation au 31 Décembre 2013	56 856 670			THE REAL PROPERTY.	CIR A II	56 E56 070
4)	The same of the sa	-				

Impact des Augmentations de capital en Capitaux propres et en Trésorerie

Au 31 décembre 2013

Emission d'actions – Augmentation de capital en numéraire (introduction en Bourse) Frais d'introduction en Bourse Emission d'actions – Exercices d'OSA / BSPCE	(en millions of euros) 197.0 (5.7) 0.9
Total Augmentations de capital en Trésorerie Effet de l'impôt	192.2 3 .0
Total Augmentation de capital en Capitaux propres	195.2

⁽⁴⁾ Approuvé par l'AG du 2 août 2013 et Consell d'administration du 4 novembre 2013 ⁽⁵⁾ Approuvé par l'AG du 2 août 2013 et Consell d'administration du 7 février 2013, 18 avril 2013, 3 septembre 2013 et 4 décembre 2013

Note 19 – Résultat par action

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat met consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Les actions de préférence ont les mêmes droits que les actions ordinaires sur le résultat de la période et sur les dividendes pour le calcul du résultat de base par action. Par conséquent, toutes les actions ordinaires et de préférence en circulation ont été prises en compte pour calculer le résultat de base par action.

	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Profiit (Perte) de la période - Attribuable aux actionnaires de Griteo SA	6124	981	1065
Nombre moyen pondéré d'actions en dirculation	43 793 904	45 143 188	48 692 148
Résultat de base par action	0,140€	0,022€	0,022€

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré des actions potentiellement dilutives non encore émises en fonction des plans d'attribution de BSCPE, BSA et OSA (note 8). Comme indiqué dans la note 19, les actions de préférence ont été converties sur la base d'une action de préférence pour une action ordinaire dans le cadre de l'introduction en Bourse réalisée en Octobre 2013. Il n'y a donc plus d'actions de préférence au 31 décembre 2013. Par conséquent, l'effet dilutif potentiel total est pris en compte.

Pour chaque exercice présenté, un instrument de capitaux propres (i.e. une option de souscription d'action, un bon de souscription d'action ou encore un BSPCE) est considéré comme potentiellement dilutif, s'il est « dans la monnaie » (c'est-à-dire si le prix d'exercice ou de règlement est inférieur au prix moyen du marché). En 2011 et 2012, l'action Criteo SA n'étant pas cotée sur un marché boursier, le prix du marché a été déterminé sur la base des hypothèses de juste valeur de l'action ordinaire Criteo SA décrites dans la note 8 soit 4,98 € pour 2011 et 6,43 € pour 2012. A partir de 2013, le cours de clôture du cours de Bourse est pris en compte dans le calcul soi 34,2 \$ (24,8 €)

La dilution se définit comme une réduction du résultat par action, ou une augmentation des pertes par action. En conséquence, lorsque le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA est une perte, étant donné que l'exercice de toute option de souscription, BSPCE ou BSA en circulation ou encore la conversion de tout autre instrument convertible aurait pour conséquence de réduire la perte par action, ces instruments sont alors considérés comme anti-dilutifs et exclus du calcul de la perte par action.

Le résultat dilué par action a été calculé en prenant en compte le regroupement d'actions (2 actions nouvelles pour 5 anciennes) approuvée l'Assemblée Générale du 2 août 2013 et effectif au 20 août 2013.

	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Profit (Perte) de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	6124	981	1 (065
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	43 793 904	45 143 188	48 692 148
Effet des instruments dilutifs :		The state of	
- Attributions Gratuites d'Action ((AGA))	112	72	_
- Options de Sousaription d'Action ((0.S.A.) et BSPCE	3 447 890	3 157 780	6 025 688
-Bons de souscription d'Adtion ((BSA))	280 170	286 698	456.928
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	47 521 964	48 586 666	55 174 764
Résultat dilué par action	0,129€	0,020 €	0,019 €

Note 20 – Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

Conformément à la loi française et à la convention collective Syntec, les salariés français ont droit à une indemnité versée lors du départ à la retraite.

Le tableau suivant présente les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies :

(En milliers d'包	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Valeur actuelle de l'engagement retraite début d'exercice	86	165	582
Coût des services rendus	61	110	281
Coût financier	4	8	15
Ecarts actuariels	14	299	47
Valeur actuelle de l'engagement retraite fin d'exercice	165	582	925

Le rapprochement entre les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies de la situation financière consolidée et la charge comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net pour les exercices présentés est illustré dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Coût des services rendus	(61)	(110)	((281)
Coûtfinancier	((4))	(8)	(115)
Ecarts actuariels	(14)	(299)	(47)
Charge comptabilisée au titre des régimes à prestations définies	(79)	(417)	(343)
Dont:			
- Autres éléments du résultat global		(299)	((47))
- Firais généraux et administratifs	-	-	(109)
- Ifirais généraux et administratifs		2	(105)
- Firais généraux et administratifs	(75)	((110)	((67))
- Produits et dharges financiers	((-24)	((3)	(15)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à prestations définies sont présentées oi-dessous :

	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Taux d'actualisation (Oblig. AA)	4,60%	2,70%	3,20%
Taux de revalorisation des salaires	5,00%	5,00%	5,00%
Taux de charges sociales	40,00%	40,00%	40,00%
Age de départ en retraite	65 ans	65 ans	65 ans
Table de mortalité	II II	NSEE - 2003-2005	
hypothèses de turnover des effectifs :			
Moins de 30 ans	10%	10%	10%
De 30 à 45 ans	5%	5%	5%
45 ans et plus	0%	D%	0%

Régimes de retraite à cotisations définies

La charge totale comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au titre des régimes de retraite à cotisations définies est présenté ci-dessous :

(En milliers d'€)	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
	2011	2012	2013
Charge de Personnel comptabilisée au titre des régimes à cotisations définies	(1081)	(1706)	(3 129)

Note 21 - Passifs financiers

Les variations des passifs financiers courants et non courants au cours de l'exercice dos le 31 décembre 2013 sont présentées dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre	Nouveaux	Remboursements	Variation	Autres	Différences de	31 Décembre
Towns and the same of the same	2012	emprunts			(1)	change	2013
Emprunts bancaires	3.875	8.000	-	120	(5 964)	2.53	5911
Emprunts Location Financement	179	-	-	-	779	-	.208
Dettesfinancières diverses	177	(inc.	E	-	(177)		-
Total non courant	4 161	8 000			(6 062)		6 119
Emprunts bancaires	1'995	-	(3.255)	-	5 964	-	4 704
Emprunts/Location Financement	777	i.e.	(195)		OEE	100	212
Dettes financières diverses			-	+	177	-	177
Découverts bancaires		-	2	1			1
Instruments dérivés	2		-	103	-		103
Total courant	2 072		(3.450)	J[M	i-471		5 197
Emprunts bancaires	5 870	-B 000	(3.255)	-	-	(, ,)	10615
Emprunts Location/Financement	.206	-	(195)	5-6	409	-	420
Dettes financières diverses	177	-		-	-	-	177
Découverts bancaires	-		<u> </u>	1			1
Instruments dérivés		-		103	-		103
Total	fi 253	E 000	(3.450)	1(14	439		11316

En 2012, le Groupe a signé quatre accords de prêts avec des établissements financiers tiers dédiés au financement d'actifs corporels, comme indiqué ci-dessous :

Echéance	Taux fixe	Montant (en milliers d'euros)	Date d'ostroi
5 septembre 2015	2,65%	2 500	27 août 2012
5 novembre 2015	2,50%	1 100	28 septembre 2012
28 décembre 2015	2,40%	2 500	28 décembre 2012
28 décembre 2015	2,30%	8 000	June 7, 2013
		14 100	Borrowings

Deux prêts ont été contractés auprès de la Caisse D'Epargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin (CEPAL) pour un montant total de 3,6 millions d'euros, affecté à hauteur de 2,5 millions d'euros au financement d'une enveloppe d'investissement et à hauteur de 1,1 millions d'euros au financement des licences SAP. Ces prêts portent intérêt au taux annuel fixe de 2,65% pour les 2,5 millions d'euros, et de 2,5% pour les 1,1 millions d'euros. Le remboursement du principal et le paiement des intérêts pour ces deux lignes de prêt s'effectuent par échéances mensuelles constantes, les dates de remboursements variant en fonction de chaque prêt. Les prêts sont à échéance 2015. Au 31 décembre 2013, le montant total restant à rembourser s'élève à 2,2 millions d'euros.

Par ailleurs, deux prêts ont été contractés auprès du Crédit Lyonnais (LCL) pour un montant de 2,5 millions d'euros en 2012 et de 8,0 millions d'euros en 2013, affectés au financement d'une enveloppe d'investissements. Ils portent intérêt respectivement au taux fixe annuel de 2,4% et de 2,30%. Le remboursement du principal et le paiement des intérêts s'effectuent par échéances mensuelles constantes et les prêts sont à échéance respectivement décembre 2015 et juin 2016. Au 31 décembre 2013, le montant total restant à rembourser s'élève à 8,4 millions d'euros.

Ces prêts intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire.

Le Groupe dispose aussi de facilités bancaires sous forme de lignes de crédit court terme et de découverts bancaires autorisés auprès de HSBC plc, du LCL et du Crédit Industriel et Commercial (CIC). Au 31 décembre 2013, le Groupe pourrait ainsi disposer d'un montant maximum de 9.4 millions d'euros de facilités avec ces établissements bancaires.

En cas de tirage, les intérêts sont calculés sur la base du taux Euribor 1 mois ou Euribor 3 mois. S'agissant de financements court terme, les banques peuvent les dénoncer dans un très court délai.

Ces facilités intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement, mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire.

Note 22 - Endettement net

L'endettement net du Groupe est calculé en déduisant la trésorerie et les équivalents de trésorerie des passifs financiers. Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devises.

Comme indiqué dans les notes 4 et 19, les risques de marché sont contrôlés par la Direction, qui définit la politique de gestion de l'endettement financier net consolidé, notamment en termes de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et d'exposition aux risques des contrepartie pour les mois à venir et analyse de la gestion passée (transactions réalisées, résultats financiers).

Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devise.

Endettement net par échéance

(En milliers d'€)	Valeur	Echéance						
	au bilan	2014	2015	2016	2017	2018		
Emprunts bancaires (13)	10 615	4 675	4 539	1372	12	-		
Emprunts Location Financement	420	212	186	34				
Dettes financières diverses	177	177		-	-			
Découverts bançaires	1	1	-	-	-			
Instruments dérivés	103	103	143	-	+			
Total dettes financières	11 316	5 168	4 725	1406				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(234 343)		-	4	2			
Total Endettement net	(223 027)	5 168	4 725	1 406				
(1) 44:-44-24			Control of the last of the las					

⁽¹⁾ dont intérêts courus

Endettement net par devise

(En milliers d'€)	Valeur	Devise							
	au bilan	EUR	GBP	USD	BRL	JPY	KRW	AUTRES	
Emprunts bancaires (1)	10 615	10 615		(*)	-	- 4	-	-	
Emprunts Location Financement	420	420							
Dettes financières diverses	177	177	-	*	-	- 4	-	-	
Découverts bancaires	1	1		-	-	- 4	,		
Instruments dérivés	103	103	5.70	-	-	-	-	-	
Total dettes financières	11 316	11 316	-	3 S		3			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(234 343)	(182 632)	(1 360)	(32 552)	(909)	(6 727)	(1810)	(8 353)	
Total Endettement net	(223 027)	(171 316)	(1 360)	(32 552)	(909)	(6727)	(1810)	(8 353)	
(1) dans instales						-			

⁽¹⁾ dont intérêts courus

Note 23 – Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés dans le tableau suivant ::

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Olients oréditeurs	234	876	2414
Dettes sociales	6585	8701	.14 340
Dettes filscales	3286	5.299	13 069
Dettes sur immobilisations	100	599	4 995
Dettes diverses	6	(61	406
Produits constatés d'avance	34	5	
Total	10 245	15 541	35 224

Note 24 – Engagements hors bilan

Contrats de location simple

Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'€)	-1an	1 à S ans	+5 ans	Total
Paiements minimaux futurs au 31 Décembre 2011	1522	748		2 270
Paiements minimaux futurs au 31 Décembre 2012	7 281	22571	3 686	33 538
Paiements minimaux futurs au 31 Décembre 2013	9 8 7 0	34 091	17 219	61 180

Charges de location simple

Le tableau ci-dessous présente les charges de location simple comptabilisées au cours des exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
	2011	2012	2013
Charge de location immobilière	(2 135)	(5 515)	(8 923)

Facilités de crédit court terme et découverts bancaires

Le Groupe a négocié des facilités de crédit et est autorisé à utiliser ces lignes pour un montant maximum de 9,4 millions d'euros à la fin de l'exercice. Aucune de ces facilités de crédit n'a été utilisée au 31 décembre 2013.

Note 25 - Parties liées

Au 31 décembre 2013, la Direction du Groupe est composée des personnes suivantes :

Jean-Baptiste RUDELLE - Président du Conseil d'Administration, Président Directeur Général et Cofondateur

Romain NICCOLI - Chief Technology Officer, Directeur Général Délégué et Cofondateur

Franck LE OUAY - Chief Scientist Officer, Directeur Général Délégué et Cofondateur

Jonathan WOLF - Chief Product Officer

Greg COLEMAN - Président de Criteo Corp

Benoît FOUILLAND - Directeur financier Groupe

Jean-Louis Constanza—Chief Innovation Officer

Eric Eichmann-Chief Operating Officer

Le montant global des rémunérations versées à la Direction du Groupe, incluant les charges sociales, est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Avantages à court tenne	(2 745)	(3 381)	(3 404)
Avantages postérieurs à l'emploi	(9)	(4)	(167)
Paiements fondés sur des actions	(207)	(1979)	(2 621)
Total	(2 961)	(5 364)	(6 192)

Note 26 – Evènements postérieurs à la clôture

Tedemis

Le 20 février 2014, Criteo a annoncé l'acquisition de la société Tedemis, spécialiste de solutions d'email marketing personnalisé en temps réel, qui permet aux annonceurs de convertir les visiteurs de leurs sites web en acheteurs. Le Groupe a acquis 100% des capitaux propres de la société Tedemis pour un montant de 17 millions d'euros, prélevé à la date d'acquisition sur la trésorerie disponible du Groupe. Des paiements additionnels d'un montant total de 4 millions d'euros sont conditionnés à la survenance d'événements déterminés par les parties sur une période de 2 ans. Ce regroupement d'entreprises sera comptabilisé selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3. L'impact de l'opération sera comptabilisé dans les états financiers consolidés au 31 mars 2014. La détermination de la juste valeur des actifs acquis et passifs encourus sera réalisée dans les douze mois suivant la date d'acquisition.

Accord de prêt

En février 2014, deux prêts ont été contractés auprès de la BPI France (Banque Publique d'Investissements) pour financer le développement du Groupe.

Le premier contrat correspond à une ligne de crédit d'un montant de 3 millions d'euros, d'une durée de sept ans, remboursable trimestriellement après une période de deux ans et rémunérée à taux fixe sur la base d'un taux d'emprunt d'Etat long terme publié un mois avant le tirage (à effectuer avant le 20 mai 2014).

Le second contrat correspond à une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de 3 millions d'euros, d'une durée de trois ans, remboursable annuellement et rémunérée au taux Euribor 3 mois + 0,70% marge.

Une commission d'engagement de 0,30% est due trimestriellement en fonction du montant utilisé.